

EUROPE ACTION

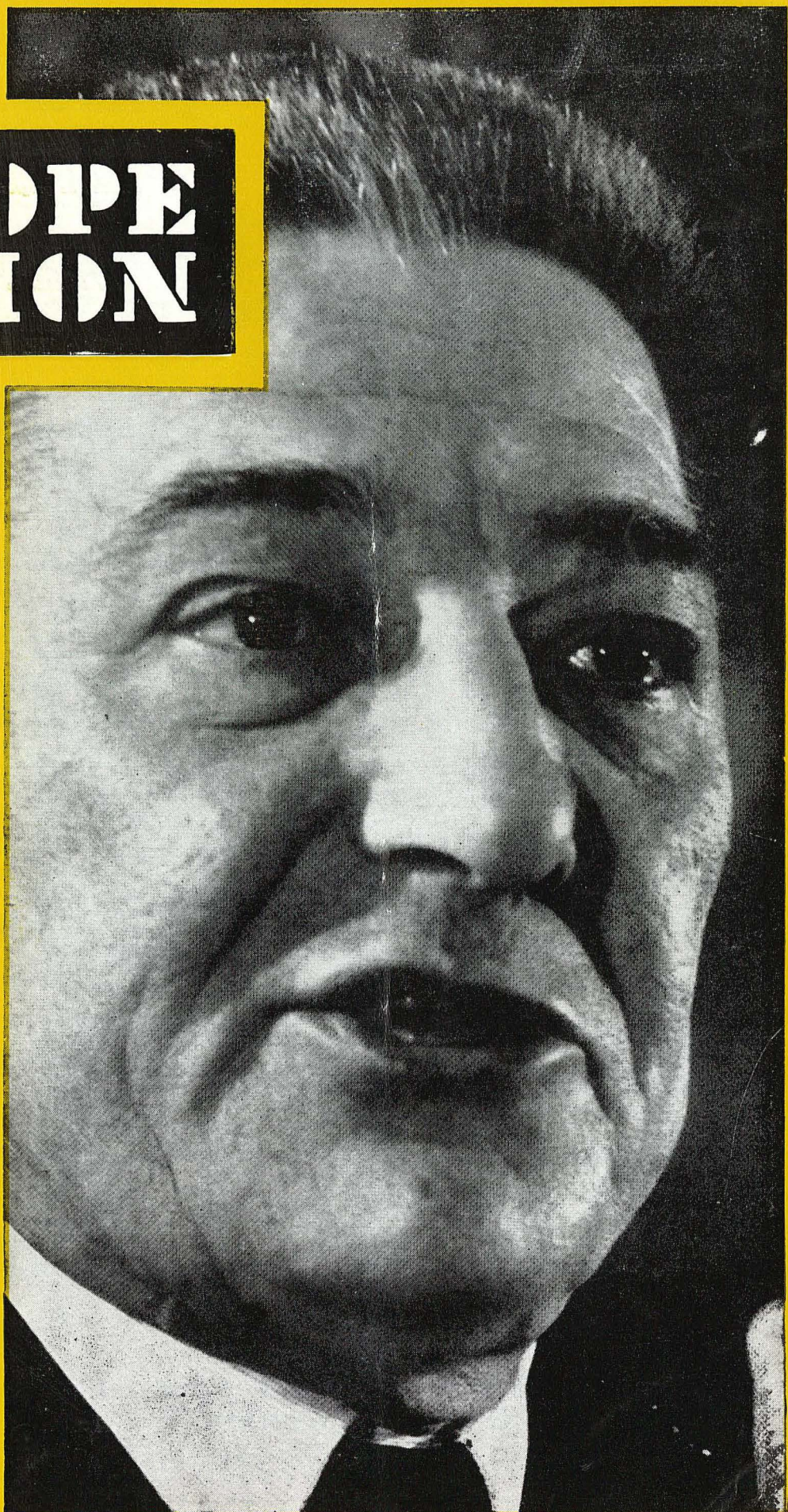
TIXIER CONTRE DE GAULLE

**TERREUR NOIRE
AUX U.S.A.**

**alerte pour
l'enseignement**

**LA COMPLICITE
GAULLISME-COMMUNISME**

**les notes
confidentielles
Congo - Viet-nam
Argentine - Chypre**





OPUS DEI

Il est bien connu que des membres espagnols de l'Opus Dei participent à la vie publique de l'Espagne, et il se pourrait qu'ils soient, comme vous dites des technocrates. Mais il est tout aussi certain qu'en Espagne il y a des centaines de membres qui sont ouvertement opposés à la situation politique actuellement instaurée en Espagne, et à la technocratie. Ceci est évident car l'Association, compte tenu de ses buts d'ordre spirituel, n'a absolument aucune opinion sur ces problèmes et laisse à ses membres la plus large liberté pour se prononcer dans un sens ou dans l'autre.

Abbé F. Maycas
Prêtre de l'Opus Dei
199 bis Bd Saint-Germain
Paris

Nous remercions bien vivement M. l'abbé F. Maycas de ses explications données également à « Carrefour », « Aux Eclaires » et « Notre Répub'que ». Mais nous lui répondons qu'elles ne nous ont pas convaincu. Si les technocrates de l'Opus Dei sont connus, pourquoi les autres ne le seraient-ils pas ? Mais a-t-on déjà vu un technocrate admettre la réalité de son pouvoir et de ses objectifs ? Dans « Pueblo » l'organisation des syndicats espagnols, l'Emilio Romero notait, le 5 février 1964, que les cadres de l'Opus Dei « assurent nous qu'ils ne sont pas des hommes politiques, mais seulement des techniciens », ce qui explique que le Ministre du Mouvement ait pu, lors du Congrès Syndical, dénoncer l'Opus comme « une dangereuse équipe de technocrates prête à prendre le pouvoir » le 22 novembre 1963, pour l'anniversaire de la mort de José Antonio, un millier de phalangistes défilèrent à la ville de Los Caídos, en chantant le chant interdit « Mort au Capital » et aux cris de « Phalange, ou ! Opus Dei, non ! »

Votre article sur la Phalange de Gauche est formidable. C'est un véritable manifeste. Les citations de José Antonio, notre fondateur sont magnifiques et choisies avec un vrai sens politique. C'est vrai qu'apparemment il y a une Phalange de Gauche, et quand nous utilisons ce terme, nous voulons parler d'une Phalange séparée de l'Etat. Les mots de « gauche » et de « droite » ont été longtemps dépassés par la Phalange. Ortega y Gasset, cet admirable maître de José Antonio, disait : « Etre de droite ou de gauche, ce sont deux manières d'être idiot ». Vous dites très bien à la fin de l'article : « Franco... sur la tombe de celui que les rouges ont assassiné et qu'il voudrait bien définitivement enterrer ». C'est la plus grande vérité sur l'Espagne d'aujourd'hui, pour le malheur des phalangistes.

S. C. P. (ZARAGOZA)

SUGGESTION

Vous devriez recommander à vos lecteurs de déposer dans une boîte aux lettres ou envoyer par la poste à une personne quelconque, chaque numéro d'Europe Action qu'ils ont déjà lu. Le but principal des idées en vase clos ne sert à rien. C'est l'expansion qui est utile. Lire et faire lire, voilà la consigne. Il faut que chaque Français ait en entre les mains un exemplaire d'Europe-Action. L'immense majorité des gens susceptibles de se rallier au Nationalisme n'a jamais entendu parler de vous. Ne insistez pas sur la polémique, d'autres sont mieux armés que vous à ce sujet et peuvent servir d'auxiliaires pour la propagande. D'ailleurs beaucoup de Français sont las des violences verbales et écrites. Par contre, soyez le journal doctrinal, celui qui apporte un programme, qui étudie scientifiquement la politique en donnant des aperçus nouveaux.

LES HOMMES DU PROGRES

Vous êtes les véritables hommes de progrès. Ceux qui s'affublent au nom de « progressistes » ne sont en réalité que des rétrogrades et des attardés. Ils ne rêvent que d'une sous-humanité indifférenciée. Ils vont ainsi contre le désir le plus cher de la Nature, qui est de porter la vie, en l'élevant par degré, au moyen de la différenciation, vers des formes toujours de plus en plus hautes, de plus en plus nobles. Le malheur c'est que nous sommes les victimes du racisme hillérien. Personne n'ose voir la réalité en face. La plupart des intellectuels se cantonnent dans l'antiracisme le plus primaire. Certes, les lois de l'hérédité figurent au programme de la classe de sciences expérimentales. Mais on leur consacre à peine une

heure ou deux, et le professeur, quand il en a conscience lui-même, n'ose pas en tirer les conséquences pratiques pour la conduite de la vie, de peur de se faire traiter de « fachistassassin » ou de « nazi ». Aussi nous assistons chaque jour aux drames de plus en plus nombreux du métissage. On imagine sans peine la stupeur des parents d'une jeune femme mariée à un homme de couleur, quand ils découvrent leurs petits enfants pour la première fois ! Ils sont victimes de la folie de ceux qui nous gouvernent. Voici 10 francs, don modeste d'un pauvre maître de l'enseignement public, pour vous encourager à poursuivre votre croisade.

Louis R. (Savoie).

L'OPPOSITION EN ESPAGNE

A la suite de votre étude sur la situation de la Phalange en Espagne, je tiens à vous apporter quelques compléments d'information. Devant les questions que posent les projets d'institutionnalisation du régime, certains phalangistes ont déjà pris position. L'une de ces opinions vient d'être exprimée par un texte intitulé « Aux Espagnols ». Il a sans doute été rédigé par un groupe des nombreux dissidents phalangistes qui ne cessent de se former dans la pré-clandestinité.

Ce document s'attaque à ceux qui détiennent actuellement les postes-clé du Secrétariat Général du Mouvement, en les qualifiant « d'individus sans relief, incapables de s'opposer à la montée des

traîtres, des opportunistes et des arrivistes qui ont envahi les rangs du mouvement.

L'opposition phalangiste est issue des épurations successives qui ont été pratiquées au sein du Mouvement. En premier lieu, il y avait Manuel Hedilla, successeur de José Antonio, démis de son poste, en pleine guerre, condamné à mort, puis gracié et exilé aux Baléares pendant une dizaine d'années. Ses amis qui avaient échappé à la répression franquiste tentèrent de fonder une nouvelle Phalange pendant la guerre civile. A ces premiers groupes, d'autres sont venus s'ajouter par la suite. Cependant, il règne encore entre eux une grande division.

A. B. (Espagne).

EUROPE ACTION

DIRECTEUR

Christian Poinsignon

COMITE DE REDACTION

Pierre d'Arribère, Coral, Jean Denpierre, Gilles Fournier, Pierre Hofstetter, Pierre Lamotte, Guy Lancelot, Fabrice Leroche, François d'Orcival, Guy Persac, Dominique Venner

CORRESPONDANTS

Allemagne	Amérique Latine
Wolfgang Silling	Erwin Ratz
Espagne	Etats-Unis
Antonio Bernardo	Pietr Wilkonson
Italia	Portugal
Antonio Lombardo	Zarco Moniz Ferreira

AMIS LECTEURS,

Voici votre « Europe Action » de la rentrée. Il fait le point sur les trois sujets qui vont marquer les semaines à venir : à l'intérieur la succession, avec l'entrée dans l'arène politique de l'opposition nationale, en la personne de son candidat : Jean-Louis Tixier-Vignancour, que présente Guy Lancelot (p. 7). En face de cette opposition : le régime et les communistes, Jean Denipierre montre qu'il ne font qu'un (p. 11).

La rentrée scolaire pose avant tout la question de l'orientation dangereuse donnée à l'enseignement. Jean-Claude Rivière, agrégé de l'Université, traite le sujet au fond (p.13).

A l'extérieur, les préparatifs de l'élection présidentielle aux Etats-Unis et l'extrémisme noir dominant l'actualité. Après les articles de Fabrice Laroche (p. 9) et de Pierre Hofstetter (p. 20), vous pourrez lire entre les lignes de votre « quotidien habituel ».

Abandonnant l'actualité, Pierre Marcenet nous propose de réfléchir sur nous-mêmes, Occidentaux, au-travers du livre que François Chamoux consacre à la « Civilisation grecque » (p.22).

Mais le combat des idées n'est pas fait d'abstractions. Il est conduit par des hommes, par leur personnalité, leur exemple. Le visage de ceux qui ont tout sacrifié ne nous est pas indifférent. Après les chefs du Mouvement espagnol (p. 26), un militant évoque Roger Deguel-dre en prison (p. 24), tandis que René Guyomard pense à ceux qui continuent la lutte (p. 30).

Le Carnet de l'Opposition (p. 31) et les informations en bref (p. 4) vous introduisent dans les coulisses de l'actualité. Et notre sélection (p. 28) vous recommande les livres que vous trouverez plaisir à lire.

UN GRAND PAS POUR LE NATIONALISME

VOICI une vingtaine de mois, lorsque parut le premier numéro d'Europe-Action, nous avions pour but de créer un organe de formation et un outil pour la propagation du Nationalisme.

Nous sortions d'une période de luttes directes, où plusieurs d'entre nous avaient connu la prison, tandis que d'autres étaient morts, pourchassés, enfermés. Mais nous avions en nous une force que nous n'avions pas le droit de gâcher dans l'amertume, le ressentiment ou la nostalgie.

Nous avons appris qu'il n'est pas de révolution sans doctrine révolutionnaire totale et cohérente. Nous savions que le courage est inutile s'il n'est pas servi par une pensée lucide.

Il nous fallait donc remplacer le slogan par l'idée et dépasser l'instinct pour atteindre la connaissance. Il fallait convier à cette tâche tous ceux qui en sentaient la nécessité, nos aînés, comme les plus jeunes.

Ainsi est né « Europe-Action ». L'outil s'est développé, amélioré. Sans le dévouement qui souvent dépasse l'imagination, d'une petite poignée d'amis, ayant sacrifié leur intérêt personnel, leur confort, leur vie professionnelle et familiale, nous n'aurions pas été loin.

Mais notre travail de démystification, notre destruction des fausses idoles a ligué contre nous tous ceux qui en vivent. Les injures et les attaques n'ont pas manqué. Du « Monde » à l'« Humanité », c'est un concours d'insultes, à défaut d'arguments.

On a également créé une petite officine spécialisée dans la calomnie anonyme et la délation, dont les insultes n'épargnent même pas les patriotes emprisonnés.

Pendant que tous ces gens nous décernent, à leur façon, des lauriers, nous avons poursuivi notre travail, à tel point qu'il nous faut désormais passer à un nouveau stade d'activité.

Dès le mois d'octobre sera lancé un Comité de Soutien d'« Europe-Action ». Celui-ci n'aura rien d'un mouvement au sens habituel du mot, ou d'un parti. Au contraire, ses membres seront libres d'appartenir à l'organisation politique de leur choix et d'y être d'autant plus efficaces qu'ils disposeront d'une formation plus complète et plus approfondie. Non seulement ce comité n'entrera en concurrence avec qui que ce soit, mais encore, il favorisera au maximum toute initiative tendant à réaliser l'unité de l'opposition nationale.

Le Comité sera destiné, au moyen d'une action militante adaptée, à propager largement les idées nationalistes, auprès de ceux qui ne les connaissent pas. Rencontres, présence dans la rue, grâce aux équipes de Volontaires, conférences, réunions, seront largement utilisées. Le Nationalisme s'adresse au médecin comme au métallo, au technicien comme à l'universitaire, c'est à nous tous, amis lecteurs, de le leur faire connaître.

Nous vous donnons donc rendez-vous dans notre numéro d'octobre, pour le lancement du Comité de Soutien d'« Europe-Action », pour l'unité de l'opposition nationale et le renforcement du Nationalisme.

Dominique Venner

A l'aube du 13 août 1961, sous la garde des Vopos, des ouvriers de Berlin-Est commençaient à édifier le Mur. Pourquoi ? Depuis 1945, quatre millions d'habitants avaient fui l'Allemagne de l'Est. Au début de 1961, le rythme s'était précipité : dix-sept mille en mai, dix-neuf mille en juin, trente mille en juillet, quarante-sept mille dans les premiers jours d'août. Depuis l'édification de cette prison à l'échelle d'une nation, plusieurs milliers d'Allemands ont réussi à s'échapper. Plus de cent d'entre eux ont été tués alors qu'ils tentaient de franchir le mur. Plusieurs milliers de Berlinoises sont emprisonnés pour avoir voulu vivre en hommes libres. L'un d'entre eux nous est particulièrement cher. Il est des nôtres, totalement. Herbert Khun a vingt ans. Depuis le 26 février, il est condamné à la réclusion perpétuelle. Il avait organisé plusieurs opérations derrière le rideau de fer, dans Berlin-Est même, où il s'est fait prendre par les Vopos. Lorsqu'on nous reproche d'être trop européen, nous pensons à lui, car notre combat était le sien, comme son combat est le nôtre.

INDEPENDANCE

Ceux qui doivent bien rire, en écoutant les discours présidentiels sur « l'indépendance nationale » : ce sont les financiers américains.

Lorsqu'en décembre 1963, la « General Electric » offrit de prendre 20 % de la Bull, le gouvernement gaulliste s'indigna vertueusement.

Mais, en mars dernier, le Président de Bull déclarait que le protocole imposé par le pouvoir était de beaucoup moins intéressant que les propositions de la « General Electric ».

Aujourd'hui, malgré l'officielle « indépendance nationale », la « General Electric » s'est rendue maîtresse de l'affaire. Elle ne contrôle pas 20 %, mais bien 51 % de la Bull, et cela malgré les clauses juridiques sur l'autonomie de gestion en matière de production stratégique.

Quand on sait que les entreprises étrangères contrôlent 90 % de l'industrie du caoutchouc synthétique, 90 % de la margarine, 80 % des roulements à bille, 70 % du matériel agricole, 65 % du pétrole, 65 % du matériel des télécommunications, 60 % des ascenseurs, 50 % des pneumatiques, 50 % du matériel de bureau, etc... on a une idée plus réelle de l'état de notre « indépendance nationale » sous la V^e République.

TERRORISTE

Le sieur Alexander était médecin. Cela ne l'empêchait nullement de créer et d'animer une officine communiste de terrorisme et de provocation raciale. Le 15 avril, un tribunal sud-africain le condamnait à 10 ans de prison.

Alexander, qui avait fait ses études à Tubingen, affichait volontiers sa foi communiste. Il avait été membre de la « Ligue des Etudiants Allemands Socialistes ». Aussi, ses amis progressistes tentèrent-ils de susciter des protestations « spontanées ». Une collecte fut organisée en sa faveur, assortie d'une campagne mensongère, destinée à le présenter comme un charmant idéaliste, victime d'affreux tyrans.

Cependant, le journaliste Helmut Krüger, qui connaît bien l'Afrique du Sud, n'eut aucune peine à fournir tous les éclaircissements nécessaires sur la

conduite du personnage et à établir les faits réels. Aussi, l'appel des progressistes tomba-t-il à plat et leur collecte fut-elle un échec. Ajoutons que le « Docteur » Alexander était un mépris.

VICTIME

Frowald Huttenmeister était un étudiant allemand, parmi tant d'autres. Désireux d'assumer sa part de la « responsabilité collective du peuple allemand dans la mort de millions d'hommes », il se mit à la disposition des services secrets israéliens.

PRIS SUR LE VIF, PAR CORAL



liens pour une mission au Caire. A sa première tentative « d'expiation », il fut manipulé par un agent double, et finalement arrêté par les Egyptiens. Le 27 mai, il était condamné à 10 ans de prison pour espionnage.

et quelques dizaines de milliers en 1944, le nombre de ceux qui avaient participé s'augmentait dans des proportions que nous n'avons jamais soupçonnées, l'on voyait accourir de tous les horizons les combattants de la vingti-

seur Lorenz ont été abondamment cités par Robert Ardrey qui, dans son livre « African Génésis » (1), montre combien l'homme est profondément inséré dans le règne animal.

Il a montré surtout, comme Robert Ardrey, que l'instinct essentiel de l'animal était celui de territorialité et d'agressivité. Et il a ajouté : « L'agressivité est un sentiment essentiel pour la personnalité. L'animal qui n'est pas agressif est celui qui n'a rien à défendre, ni territoire, ni femelle, ni nourriture. Le manque d'agressivité est un manque de personnalité ».

On ne saurait mieux dire...! Et ceci nous montre combien une éducation, fondée sur la non-violence, le pacifisme et le refus vital, est dévirilisante, attentatoire à la personnalité même.

CROATES

Ce n'est pas un tribunal communiste, mais une cour occidentale de « justice », qui, à Bonn, a condamné des réfugiés de l'Europe de l'Est à de lourdes peines de travaux forcés.

L'immeuble de la Légation yougoslave à Bonn, officine d'espionnage et de

propagande rouges, était pris d'assaut par des patriotes croates, le 29 novembre 1962, et en partie détruit.

Le « gardien » de l'immeuble, le dénommé Popovic, représentant connu de l'espionnage de Tito en République Fédérale, trouvait la mort lors de l'attaque. Cet individu, après la guerre, avait eu, à son « actif », le massacre d'un grand nombre de patriotes croates et de prisonniers allemands. (Aux yeux des zéloteurs de la « conscience universelle », ces gens-là ne sont point criminels de guerre).

Aussitôt après l'attentat, Belgrade exerçait sur Bonn une pression de tous les instants, pour obtenir la neutralisation des activités des exilés croates et serbes en Allemagne de l'Ouest. Bonn s'empressa de donner satisfaction à cet « allié », la presse de gauche se hâtant d'en boucher les trompettes de la « co-existence pacifique ». Et, bien sûr, pour leur part, les patriotes croates n'eurent droit à aucun ménagement : certains d'entre eux étaient lourdement condamnés pour meurtre, bien que leur culpabilité n'ait pu être établie.

(1) Robert Ardrey « African Génésis — les Enfants de Caïn » (Ed. Stock).

Alaistair Geldard était un militant nationaliste, membre de l'Union Movement. Il vient de mourir subitement à Londres. Cette mort nous est doublement pénible. Alaistair Geldard était l'un de nos correspondants en Grande Bretagne. Nos lecteurs se souviennent de son étude publiée dans notre n° d'Avril sur la situation politique en Grande Bretagne. Agé de 19 ans seulement, il avait déjà pris une responsabilité importante dans l'action nationaliste. Il était chargé de l'organisation de l'Union Movement pour tout le Surrey, où son action s'était déjà révélé efficace. Il avait compris la signification d'un combat nationaliste à l'échelle de l'Occident. Son exemple a déterminé d'autres jeunes à l'action. Sa vie a été courte, mais elle a eu un sens.

A l'issue de son jugement, il déclarait : « les Israéliens m'ont trompé! ». Et ses parents, à l'occasion d'un interview par le « Deutsche National Zeitung », ont amèrement pris à partie les « éducateurs », qui passent leur temps à persuader la jeunesse allemande qu'elle doit expier un crime qu'elle n'a pas commis.

LIBERATION

Le colonel Bailly a mis les pieds dans le plat. Un plat de résistance... C'est le dernier numéro de l'organe des « Combattants Volontaires de la Résistance » qui révèle ses propos, lors du dernier congrès de cette organisation qui groupe les vrais et les purs et dont il n'est rien moins que le secrétaire général :

« ...La Résistance prêtait le flanc aux attaques dont elle était l'objet. De quelques centaines en 1940

cinquième heure et il est certain qu'il n'y eut jamais autant de résistants qu'en 1946 et 1947... la Résistance a été faite par des femmes et des hommes venus de tous les horizons, mais qu'ils constituaient une minorité héroïque... Vouloir faire de tous les Français des Résistants est une opération que nous ne cautionnons pas, la vérité est une, elle ne se réécrit pas en 1964, il fallait l'écrire plus tôt ».

PERSONNALITE

Le 24 juillet, dans la série « visa pour l'avenir », la télévision nous a présenté une entrevue intéressante avec le Professeur Konrad Lorenz. Celui-ci a consacré sa vie à étudier, au bord d'un lac bavarois, le comportement des animaux sauvages, et en particulier celui des oies et des canards.

Les travaux du Profes-

Le journaliste André Noël est mort, à la suite d'un accident de voiture. Ancien résistant, ancien député, il s'était consacré depuis 1949 à sa « Lettre d'information ». Il paya son patriotisme d'un internement dans les camps gaullistes, en 1961. Sa « Lettre » fut interdite à plusieurs reprises. Ces brimades ne firent que le renforcer dans sa détermination. Malgré nos différences de conception, il avait manifesté sa sympathie à notre jeune équipe en diverses occasions. Europe-Action tient à rendre hommage à son talent, sa tenacité et son patriotisme. Que Madame André Noël trouve ici le témoignage de notre respect devant sa grande douleur et de notre admiration pour son courage.

Saint-Paulien évoquait l'autre jour l'époque où il connut *Pietro Nenni*, au marbre du « *Soir* ». Le leader socialiste italien était alors très ami avec Ramon Franco, l'aviateur qui traversa l'Atlantique avec Ruiz de Alda, et frère du Caudillo. Ramon et son frère professaient, à cette époque, des sentiments très républicains.

Georges Bidault s'est vu refuser le certificat de vie qu'il avait demandé aux autorités françaises. Et cela, en vertu d'un article

du règlement consulaire établi en 1944 et visant les Français ayant trahi leur pays.

Le frère du brave *général Khan*, l'un des protégés américains du Viet-Nam, est communiste. Après ses études d'ingénieur en France, il a rejoint *Ho Chi Minh*.

Emotion à Notre-Dame de Paris le 15 août. Comme chaque année, s'y déroulait la procession d'anniversaire de la consécration de la France à la Vierge, par Louis XIII. Mais cette année, la sta-

tue de la vierge était portée par huit... africains du plus beau noir, dont deux en bou-bou. On sait bien que les âmes sont toujours blanches, mais quand même...

Les commentaires les plus contradictoires ont accueilli la première encyclique du Pape *Paul VI*. Les communistes, quant à eux s'en déclarent fort satisfaits. Dans « *France Nouvelle* », hebdomadaire des cadres du parti Gilbert Mury y voit « une grande et généreuse nouveauté ».

La rentrée universitaire sera chaude à *Poitiers*. Les services de police sont sur les dents. Après avoir multiplié provocations et agressions contre les étudiants — et les étudiantes — français, à la fin de la dernière année universitaires, les « étudiants » algériens et noirs ont promis de revenir en force et d'imposer leur loi par la violence. Mais les étudiants français qui avaient tout fait pour ne pas envenimer les choses jusqu'à maintenant, sont bien décidés à ne pas se laisser faire.

DU CONGO A CHYPRE

Lorsque le 5 décembre 1961, la nouvelle des hostilités entre les « casques bleus » et l'armée Katangaise parvint à Londres et Washington, une hausse importante des cours du cuivre fut enregistrée à la City et à Wall Street. On attendait une baisse de la production de l'Union Minière du Haut Katanga qui fournissait 10 % de la production mondiale.

A cette époque, la production mondiale du cuivre était justement excédentaire de 10 %, risquant de faire tomber les prix.

Pour ceux qui n'avaient pas compris, sir Robert Frain, président de la « Rhodesian Selection Trust » avait expliqué, dès le mois d'avril 1961 que les réductions de production consenties volontairement par les mines des Etats-Unis, du Chili et du Pérou « n'auraient pas suffi à freiner la chute des prix, sans les troubles du Congo ».

Les concurrents de l'Union Minière étaient abondamment représentés à L'O.N.U. à l'époque de son intervention.

Le frère du secrétaire général, Bo Hammarskjöld est le président de la « Gandesberg Oxelosund Trafic A.B. », société suédoise, à participations américaines, particulièrement intéressée par le sous-sol congolais. Le chef des opérations de l'O.N.U. au Congo, M. Linner, est lui-même l'un des dirigeants de ce groupe. Quant au représentant des U.S.A. à l'O.N.U., M. Stevenson il présidait peu de temps auparavant la « Tempelson and Son » qui obtint, comme par hasard, en 1962, du gouvernement congolais, la concession des mines de diamant du Katanga.

Au Congo on se bat ni pour l'Occident, ni pour les cendres de Lumumba. On se bat pour le contrôle de richesses considérables. Outre le cuivre, le Katanga est producteur de 73 % du cobalt mondial et de 80 % du germanium. Il produit également des diamants industriels, de l'uranium et de la bentalite. Aussi le retour de Tchombé, pas plus que le départ de l'O.N.U. ne peuvent faire illusion. Ce sont les conséquences sans importance d'un jeu mené à des milliers de kilomètres, autour des tapis verts des conseils d'administration.

La situation du Viet-Nam illustre parfaitement les conséquences du néo-colonialisme du dollar. Ayant chassé les Français d'Afrique et d'Asie, les Belges du Congo et les Hollandais d'Indonésie pour s'en emparer, les capitalistes américains ont déclenché un chaos général qu'ils ne peuvent plus maîtriser. Un répit leur a été accordé par Moscou afin de ne pas favoriser la campagne de Goldwater contre Johnson. On peut être certains qu'il sera de courte durée.

Car la politique d'entente avec les financiers américains n'empêche pas le Kremlin de maintenir son entreprise de conquête, comme le montre clairement l'affaire de Chypre. Face à l'immobilisme anglo-américain, Krouchtchev propose une solution : l'indépendance de l'île, c'est-à-dire la fin de la base anglaise et le retrait de l'O.T.A.N. Suscité par le P.C. chypriote, particulièrement puissant, la crise actuelle a créé une grave tension au sein de l'O.T.A.N. paralysée par le conflit de la Grèce et de la Turquie. A Moscou, on ignore les vacances.

TIXIER CONTRE DE GAULLE

« **J**E crois moins aux propagandes qu'aux idées et aux doctrines qu'aux sentiments », déclarait Jean-Louis Tixier-Vignancour dans le préambule de sa conférence de presse du 20 avril 1964. Aussi est-il inutile de s'attarder au programme présenté à cette occasion. Il vaut ce que valent les programmes électoraux. Les idées et les sentiments de Tixier, c'est-à-dire l'homme, ont une autre importance.

Quand il s'écria devant le stade de Marseille, noir de monde, « *je suis un professionnel de ma profession et non un professionnel de la politique* », il n'était personne pour penser autrement. C'est faire honneur à ses confrères de dire que Tixier est le premier avocat de France. Ses adversaires eux-mêmes ne peuvent résister à son charme. Un charme qui est fait de talent, de séduction, mais aussi d'une somme énorme de travail et de préparation. Son aisance à la barre d'une juridiction politique ou d'un procès de strict droit commun, est le résultat d'une parfaite possession du dossier. Il n'est pas un président de tribunal, un avocat général qui ne redoute la controverse avec cet orateur, qui est aussi l'un des plus fins juristes. Et cela n'est pas sans intérêt dans une nation moderne qui ne peut plus être gouvernée suivant le mode facile des assemblées parlementaires.

ECHEC A

DE GAULLE

Depuis 1960, il a imposé son style personnel aux procès politiques où s'exprime le patriotisme enchaîné. Il a surtout donné au combat une dimension dramatique que les acteurs n'avaient pas su créer. Il a fait que les sacrifices ne soient pas inutiles, et cela, les militants ne pourront jamais l'oublier.

Seul, il a infligé au gaullisme les rares défaites intérieures que celui-

ci ait subi. C'est le procès des « Barricades » et ses acquittements. Le procès du général Salan, où, en sauvant la tête du chef de l'O.A.S., Tixier entraîne la dissolution du Haut Tribunal Militaire. Que l'on se souvienne du suicide de Larminat, craignant de l'affronter. Au procès de Roger Deguel-dre, il se présenta en veston, à l'exemple du bâtonnier Rousse devant les tribunaux sommaires qui jugeaient les combattants de la Commune. Discréditée, la Cour Militaire de Justice doit être supprimée à son tour. C'est enfin le procès du colonel Bastien-Thiry et son retentissement. Autant de coups portés au pouvoir.

Sa fermeté devait être couronnée par son élection au Conseil de l'Ordre en juillet 1963. En le désignant, le Barreau exprimait clairement son opposition aux violations répétées des règles de droit et de liberté, par les gaullistes.

Depuis sa première élection, à l'âge de 28 ans, en mai 1936, Tixier n'a jamais varié dans ses convictions.

Mobilisé en 1939, contrairement à Maurice Thorez, il se bat, ce qui lui vaut la Croix de guerre avec deux citations.

Après la défaite, contrairement à De Gaulle, il veut mettre un point final au régime qui a conduit à la débâcle morale, politique et militaire des années 40. Avec quelques autres, nous dit Saint-Paulien (1) il avait la certitude « *qu'une révolution profonde, brutal même, était nécessaire, afin de tirer le*

pays de sa léthargie ». Mais, ajoute Saint-Paulien, « *le pays ne reçut pas le choc qui l'eut peut-être réveillé* ». Aussi Tixier démissionne-t-il, le 25 janvier 1941, de toutes les fonctions qu'il avait acceptées de prendre dans le cadre de ce qu'il espérait être une « Révolution nationale ». On le fait interner, il s'évade et gagne la Tunisie. Il est de nouveau arrêté, par les Allemands cette fois. Après la défaite des troupes italo-allemandes, il rejoint le Corps Expéditionnaire Français en Italie. Mais le « Comité d'Alger », où siègent les héritiers de la III^e République, le fait arrêter de nouveau. Une ordonnance de non-lieu du 4 décembre 1945, rendue par le Tribunal militaire de Paris, met fin à ses tribulations judiciaires.

SANS

ATTACHES

Il reprend alors sa place au barreau de Paris. Dès 1952, il apporte son concours à ceux qui luttent pour la première amnistie. En 1954 il lance le « Rassemblement National ». Mais il ne sera jamais un homme de parti, soumis aux règles de discipline que cela impose. Il entend rester libre de ses mouvements, et, à Marseille ou à Lille il désavouera les candidats du « Rassemblement National » au profit de modérés mieux placés.

Ses adversaires l'ont volontiers présenté comme un partisan de l'opposition systématique, « pour tout ce qui est contre et contre tout ce qui est pour ». Cela est faux. Après son retour au parlement, en 1956, il lui arrive d'appuyer certaines décisions gouvernementales pour l'Algérie. En 1958, lors du premier référendum de septembre sur la Constitution de la V^e Répu-

(1) « Histoire de la collaboration » Esprit (Nouveau).

blique, il se prononça pour le « oui » Mais, très vite, pour rester fidèle à ses engagements, il entre dans l'opposition. Battu le 30 novembre 1958 par une coalition des U.N.R. et des communistes, il devient le premier défenseur des patriotes et des Nationalistes, devant les tribunaux du régime.

Il est ainsi fait qu'il n'est jamais découragé, jamais abattu. En février 1963, dans une interview à « France-Université », il déclarait : « La droite française est un immense magma à réactions primaires, anticommuniste certes, mais soucieux de stabilité, et par conséquent de petitesse. Je ne veux pas dire pour cela que le Nationalisme doit être partisan à tout prix d'un bouleversement ; seulement, la stabilité dans la médiocrité aboutit forcément un jour à l'échec. Par conséquent, si ce que l'on appelle la « droite » française n'est pas animé par un Nationalisme cohérent, et parfaitement étranger à tout conservatisme, puisque le Nationalisme c'est l'évolution, il me semble qu'il nous restera peu d'espoir de lutter efficacement contre le marxisme. Le Nationalisme est un ferment. Et c'est ce ferment-là qui, au sein non seulement de la « droite » française mais aussi de la « gauche » sclérosée, est susceptible de préparer le lendemain ».

OPPOSITION TOUT COURT

A Paris, Marseille, Bayonne, La Baule, Saint-Etienne, avec des moyens infimes, il a rassemblé des auditoires qu'aucun autre, qu'il s'appelle De Gaulle, Defferre, ou Waldeck-Rochet, ne peut rassembler. Cela suffirait déjà à justifier une candidature qui dès maintenant réveille l'opposition nationale, lui donne conscience de sa propre force et des chances de son unité. Mais comment ne pas voir que, dans cette lutte où la puissance de la personnalité jouera un rôle plus grand que celle des programmes et des partis, il est seul en France à « faire le poids » face à De Gaulle. Et puis, Tixier, ce n'est pas seulement l'opposition nationale, dans le cadre du régime, c'est l'opposition tout court.

Guy Lancelot

IL Y A UN AN

Au mois de novembre 1963, Jean-Louis Tixier-Vignancour nous accordait un entretien, au cours duquel il nous déclarait :

« Contrairement à ce que l'on croit, l'opposition de droite représente beaucoup de monde.

Ses activités ? Extérieurement on ne s'en aperçoit pas ; intérieurement, je vous assure que nous travaillons beaucoup.

Le problème est simple : ou bien De Gaulle démissionne, ou bien c'est la fin de son mandat. Cela conduit à une campagne électorale, avec ballottage possible.

Est-il possible qu'il y ait ballottage ? Quels seront les candidats ? De Gaulle, évidemment ; Gaston Defferre, qui sera soutenu par les communistes. Il y aura nécessairement un « candidat-clochard » de la gauche non-communiste, et peu favorable à leur soutien, c'est-à-dire les restes du M.R.P. Cela, moins d'un million de voix !

Bon ! Et il y aura un candidat de droite, qui partira en se défendant bien, avec les deux millions de voix des irréductibles d'avril 1962 — (ceux-là, il est impossible de revenir dessus) — et un million de voix, celles des pieds-noirs et celles des familles de militaires, profondément touchées. S'il est capable d'intéresser une ou deux classes sociales à son affaire, il peut aller encore plus loin. Dans

la société d'aujourd'hui, les gens sont très attentifs à ceux qui s'occupent de leur profession. La campagne électorale pourrait démarrer, dès que les contacts, avec les diverses professions, seraient suffisamment avancés et au point.

De Gaulle sera mis en ballottage au premier tour. C'est certain. Alors de deux choses l'une : il est touché dans son orgueil et il se retire. Dans ce cas — n'oubliez pas que, seuls, les deux candidats en tête peuvent se présenter au second tour — nous restons seuls avec les communistes et nous les battons. Ou alors il reste — et il restera, le bougre — dans ce cas, nous pouvons faire passer l'adversaire. Bien sûr, une frange préférera De Gaulle aux communistes ; mais les autres nous suivront : d'abord, descendre le gaullisme. De Gaulle sera battu. Mais alors le lendemain, c'est nous qui sommes l'opposition, et plus seulement l'opposition de droite, l'opposition tout court. D'où l'importance des élections qui suivront. A ce moment, il faudra envoyer à la tête de cette opposition, un garçon de 38 ou 40 ans, qui n'aura pas participé, en tant que tel, à la campagne présidentielle. C'est lui qui devra jouer le rôle de catalyseur ».

Vous devez avoir lu

« SOUS-DEVELOPPÉS — SOUS-CAPABLES »
LE n° 1 des « Cahiers d'Europe-Action »

La marée démographique
L'invasion algérienne en France
Y a-t-il des races supérieures ?
Combien payons-nous pour les sous-développés ?

Envoi contre 5 F 50 (Franco de Port)
Editions Saint-Just C.C.P. 19.689.79
68, rue de Vaugirard Paris VI

TERREUR NOIRE AUX U.S.A.

Voici quatre mois, nous écrivions : « En certaines régions, les citoyens en péril achètent des armes. Ils préparent les carabines. Dans leurs quartiers réservés, les noirs affuent leurs rasoirs. La question noire va-t-elle amener le pays à l'affrontement généralisé d'une race contre l'autre. L'été qui s'avance a déjà un goût de sang » (1). Cela n'a pas tardé. Il n'est plus maintenant de jour qui ne rapporte des scènes tragiques, dues aux provocateurs et aux émeutiers.

Couvre-feu, quadrillage, décrets d'urgence, terrorisme urbain. Ce n'est pas l'Algérie. C'est un pays « en paix » : Etats-Unis 1964. Après la tombée de la nuit, on n'ose plus y sortir.

A Philadelphie, un jeune homme, effroyablement mutilé, est retrouvé mort. A Saint Augustine, un autre, Thomas Schmede, reçoit une rafale de coups de feu, tirée par des noirs qu'il dépassait en camion. A Lake-City (Floride), un blanc est grièvement blessé à la poitrine ; l'un de ses concitoyens, âgé de 21 ans, est poignardé à l'estomac. A Rochester, un blanc, frappé à coups de bouteille sur le crâne, succombe à l'hôpital ; son magasin ayant été mis à sac, il a été jeté ensuite sous les roues d'une automobile qui l'a traîné à mort, sur près de 100 mètres. A Covington, un blanc blessé. Près de Dallas (Texas), un jeune garçon, Billy Wayne Wallace, sauvagement assassiné par deux noirs. Il avait 18 ans. Dans la ville, deux de ses amis sont blessés à coups de pistolet. A Bessemer (Alabama) un citoyen est blessé par un noir qui l'avait traité de « sale blanc ». En Géorgie, deux noirs circulant en voiture, tirent sur la foule : 2 blessés. Et puis, un peu partout, sans raison, des scènes de pillage, des émeutes, provoquées par des incidents sans importance, qui enflamment une ville d'un bout à l'autre du pays.

LE REGIME CONTRE LES BLANCS

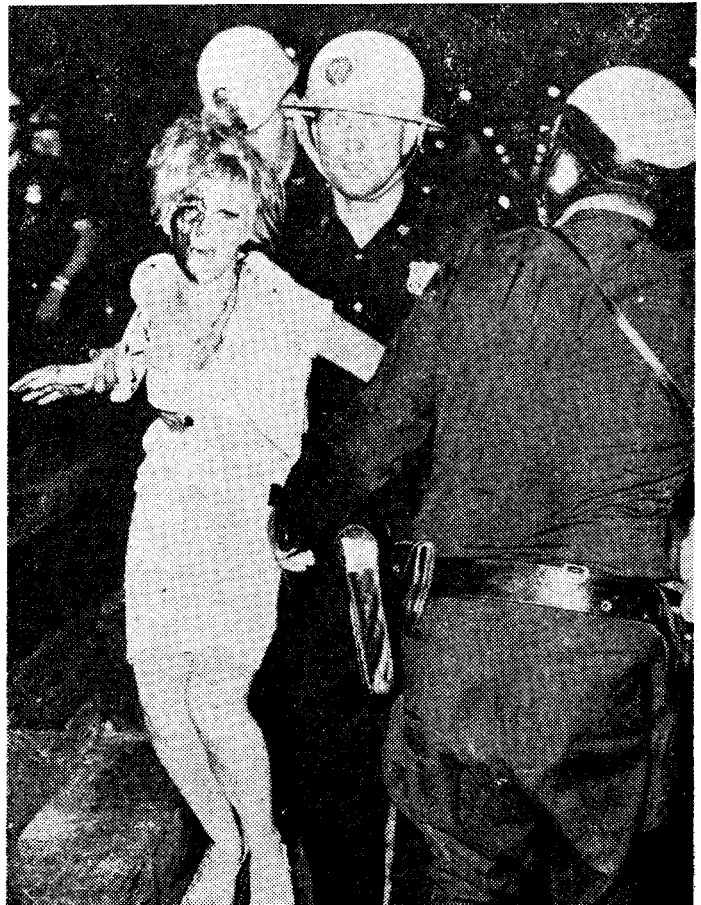
C'est ce qui se passe à Rochester, l'une des villes où les noirs (11.000 sur 111.000 habitants), ont cependant les meilleurs conditions

de vie, aussi à Patterson (New-Jersey), où on lapide les voitures, à Medford (Massachusetts) où des provocateurs noirs tentent de rouer de coups des jeunes gens, à la paitinoire de la ville, à Jersey-City, où les passants sont molestés, les bus incendiés, à Panukee (Floride). Par tout.

Devant la terreur, que faire ? Les citoyens s'amassent, se retrouvent, complotent parfois, maladroitement. Devant le danger, ils retrouvent l'instinct naturel de l'homme attaqué. Ils se défendent. Mais aussi ils se tournent vers Washington vers les hommes qui les représentent et qu'ils ont porté au pouvoir.

Et Washington répond : intégration forcée dans les écoles d'Orlando (Floride) et de Huntsville (Ala

La danseuse Caroline Fawcett lapidée par les noirs de Harlem.



bama), arrestations des citoyens blancs à Americus, à Jacksonville, à Athènes (Géorgie), à Greenwood. S'appuyant sur la législation dite des « droits civiques », le ministre de la justice, le jeune snob « Bob » Kennedy, concentre désormais ses efforts sur ceux de sa communauté. Il multiplie les arrestations, il tente contre les commerçants qui ne se conforment pas à ses décisions, une série d'actions en justice. A Jekyll-Island, il fait interdire au gouverneur Wallace de prendre la parole. Il n'est jusqu'au gouverneur de Floride, M. Farris Bryant, qui ne soit inculpé d'« outrage à magistrat » pour avoir, à Saint-Augustine, interdit, après le couvre-feu, les manifestations noires, aimablement autorisées au préalable par le juge fédéral Bryan Simpson!

DIEU MAUDIT L'HOMME BLANC

A Harlem en juillet, les noirs ont passé à l'attaque. Pendant près d'une semaine, ils ont attaqué, pillé détruit, 400 magasins, juifs pour la plupart, ont été dévalisés par les noirs. Une jeune femme, Carolyn Fawcett, circulant en voiture avec un ami, est assaillie, rouée de coups de barre de fer et de bouteille avant d'être hospitalisée. Un cameraman de la chaîne de TV. CBS, Robert Dealy, est battu et dévalisé, deux reporters du « *New-York Times* » sont attaqués. 26.000 policiers sont mobilisés, des lignes entières de métro fermées. L'agence UPI rapporte ce récit d'un journaliste du « *New-York World & Telegram* », qu'aucun journal français ne reproduira : « *J'étais heureux d'avoir la peau noire, alors que je me trouvais à un carrefour de Harlem et que j'entendais un nationaliste noir crier : « Tuez tous les blancs que vous verrez, brûlez les magasins de tous les blancs !... ».*

Cela, parce qu'un policier, Thomas Gilligan, 36 ans, 16 ans de service et 19 citations, a tiré en état de légitime défense sur un jeune terroriste qui le menaçait de son couteau.

Les leaders noirs traditionnels qui avaient eux-mêmes annoncé un « été brûlant » ont été dépassés par

les groupes les plus extrémistes. Ceux de la « *Muslim Mosque Inc.* » de Malcolm X, les musulmans noirs les « *Harlem Freedom Fighters* » qui ont diffusé un tract donnant la manière de fabriquer des cocktails Molotov, les communistes du « *Progressive Labor Movement* », les émeutiers du « *Mouvement nationaliste de l'Unité africaine* », les hommes du « *Harlem Defense Council* », qui ont mis à prix la tête de l'agent Gilligan. Aux paroles de modération de certains chefs de la NAACP, la foule répondait : « *Nous voulons Malcolm X* », les libérateurs devenaient les « *oncles Tom* » (1), refusant les mots d'ordre d'arrêt des manifestations. Le leader Jesse Gray lançait : « *nous continuerons à manifester* », tandis que, pour éviter une véritable crise de confiance de la base militante la plus excitée à leur égard, le CORE (congrès pour l'égalité raciale) et la direction des « *étudiants non-violents* » (sic) refusaient de s'associer aux directives du pasteur King. Peu auparavant, Philip Randolph, président du « *Negro American Labour Council* » avait avoué : « *il est impossible que la communauté noire tienne maintenant compte de conseils de modération* ».

LES JUIFS SE DEFENDENT

Les Juifs hassidiques de Brooklyn se sont déjà constitués en groupes d'autodéfense, munis de postes radios émetteurs KGB 3903 sous la direction du rabbin Samuel Schrage. A Brooklyn encore, les italiens, dans le West-side, les portoricains les ont imités. Là encore faudra-t-il que les blancs puissent dans leur seule énergie la force qui les défendra ?

Le fait est, en tout cas, que jamais la complaisance gouvernementale pour les extrémistes noirs n'était aussi nettement apparue. Au moment où la ville était à feu et à sang, le président Johnson demandait au congrès 13 millions de dollars supplémentaires, pour faire appliquer la loi sur les droits civiques ; dans le temps que des émeutiers, réprimés par des policiers se jetaient devant les caméras de télévision en hurlant : « *Filmez ça !*

*Je veux que le monde voit comment nous traite Charlie, le « whitey », le diable aux yeux bleus », le gouvernement se refusait à envoyer à Harlem les troupes fédérales, si souvent intervenues lorsqu'il s'agissait de « casser » les états du Sud ; tandis qu'à Cuba, Robert Williams au micro d'une radio noire « libre » se déchainait : « il est temps d'employer la violence », M Johnson remplaçait le maire de New-York M. Wagner, par le leader noir Whitney Young, à la place d'honneur d'un dîner officiel. C'est dans un immeuble appartenant à Malcolm X que des armes et 60 kgs de munitions ont été trouvées, mais ce sont 6 jeunes blancs de Brooklyn qui ont été arrêtés. C'est William Epton, communiste de tendance pro-chinoise, président du « *Progressive Labor Movement* » qui est un temps, interpellé pour menaces de mort et incitation au meurtre et immédiatement relâché sous caution, alors que l'agent Gilligan, donné en gage de la complicité officielle à l'électorat noir, sera lui, traduit en justice. C'est James Lawson, président de l'« *United African Nationalist Movement* » qui, après l'assassinat par un noir d'une commerçante d'Harlem, Mrs Magir Sugar avait prédit un sort similaire à tous les blancs du ghetto qui, comme elle, ne voudraient pas céder aux noirs leurs appartements aux prix les plus bas. C'est la manifestation du même Lawson qui d'abord interdite, est finalement autorisée par les autorités. Quant aux blancs, victimes des émeutes, qui ont demandé à la ville de New-York des dommages-intérêts pour les violences qu'ils ont subi du fait de l'incapacité de son service d'ordre, inutile de dire qu'ils ne sont pas prêts d'obtenir satisfaction.*

Ainsi, l'actualité américaine, devient-elle chronique noire. Ainsi, la révolte devient-elle germe de guerre civile. Que les citoyens des Etats-Unis sachent, cependant, que leur réaction légitime ne sera efficace que si elle est doublée d'un ensemble d'idées, cohérent, soutien de leur combat. C'est à ce prix qu'ils pourront combattre efficacement leur adversaire et ne pas confondre la cause et les effets.

Fabrice Laroche

(1) Injure pour un noir.

DE GAULLE ET LES COMMUNISTES

Voici quelques douze ans, le Parti communiste n'hésitait pas à envahir les Champs-Élysées avec ses militants, pour protester contre la présence à Paris du général américain Ridgeway. A la même époque, ses troupes de choc, armées de gourdins cloutés, les poches pleines de boullons, s'empoignaient régulièrement avec les forces de police. Ce temps de violence et de manifestations spectaculaires, où la consigne donnée aux militants était : « chacun son flic » est révolue. Le parti communiste est devenu bien sage.

Si le parti communiste ne descend plus dans la rue c'est que de telles méthodes ne correspondent plus aux besoins de la nouvelle stratégie soviétique définie par les successeurs de Staline.

La thèse officielle du « passage pacifique au socialisme » n'est que la consécration des observations faites par les maîtres du Kremlin depuis la mort de Staline. Les révolutions violentes ne sont plus adaptées à la situation des nations européennes.

Il est certain que la crainte d'une riposte nucléaire américaine, a puissamment joué dans l'élaboration de cette nouvelle stratégie. Les pays de l'Ouest européen représentent un tel potentiel économique et scientifique, que leur brusque passage au communisme ferait basculer inexorablement la balance des forces au profit de l'empire soviétique. Cela, les américains ne peuvent le permettre.

De plus, les motifs d'une révolte populaire violente ont disparu avec l'amélioration incontestable du niveau de vie et l'accession générale à un certain confort. Le parti est la première victime de cet embourgeoisement. Il s'y est installé. Son organe pour la jeunesse n'a rien à envier aux très bourgeois journaux « yé-yé ».

Mais la raison principale de cette transformation est ailleurs. Elle est à rechercher dans l'évolution même du monde capitaliste. Tous les observateurs sont d'accord pour constater que la société capitaliste s'achemine à grands pas vers un collectivisme que ne désavoueraient pas les sectateurs de Karl

Marx. Pourquoi, dans ces conditions, prendre les risques d'un échec sanglant pour obtenir ce que le temps et la patience apportent inéluctablement ? La violence est donc réservée à cette partie du monde pour laquelle personne n'acceptera de faire sauter la planète : l'aire géographique du sous-développement.

Les partis communistes de l'Europe occidentale ont donc pour mission, non pas de prendre le pouvoir, mais d'accélérer l'évolution de la société capitaliste vers le communisme.

1944

L'INSTALLATION

Tout a commencé en 1944. D'un geste, De Gaulle efface alors la trahison de 1939, la collaboration de 1940-41, les années d'action internationale : les communistes entrent dans son gouvernement. Il ouvre la France à leur pénétration. Cette période n'est pas marquée par l'éclat de l'unité nationale, comme croit devoir l'écrire Jacques Soustelle (1), mais par l'assassinat massif de braves gens qui n'ont que le tort d'être anti-communistes. La plupart des 105.000 exécutions sommaires, officiellement reconnues pour cette période, ont été perpétrées par les communistes, contre leurs adversaires politiques et non pas contre des agents de l'occupant. Cette effroyable tuerie élimine physiquement tous ceux qui, en France constituaient partout l'encadrement naturel du mouvement national. Ce vide sanglant explique l'absence

lors des événements d'Algérie, d'une puissante opposition nationale. Il explique la paralysie et le manque de moyens de ce secteur d'opinion dont les aînés ont été tués et dont les moyens ont été volés.

Au terrorisme physique succéda un terrorisme intellectuel qui, lui, dure toujours.

La presse, les moyens d'opinion, l'enseignement, l'Université, les Églises elles-mêmes sont passées sous influence marxiste. Qu'un homme de science, qu'un auteur dramatique, qu'un professeur, mette en doute les fondements du nouveau dogme universaliste, il est immédiatement isolé, désigné à la réprobation générale, tourné en dérision, éliminé. Les morts eux-mêmes ne trouvent pas grâce, Alice Cocéa qui voulut monter la pièce de Robert Brasillach, « *la Reine de Césarée* », fut acculée à la ruine. Jean Rostand, pour publier ses études scientifiques, est contraint de les enrober de considération idéologiques qui en sont la négation.

Revenu au pouvoir en 1958, De Gaulle allait faire cadeau aux communistes d'une nouvelle épuration, officielle cette fois. Certes le sang a peu coulé au regard de l'hécatombe des années 45. Mais le mouvement national, renaissant depuis 1956, a été brisé une nouvelle fois. Les unes après les autres, ses organisations ont été interdites, ses militants poursuivis et bientôt acculés à l'illégalité qui permit d'en remplir les prisons, ses représentants éliminés des assemblées, le jeune nationalisme populaire assommé.

Jamais un autre que De Gaulle n'aurait pu imposer avec une telle rapidité la sécession de l'Algérie et des anciens territoires français d'Afrique. Le discours de Dakar en 1958, la cascade d'indépendances qui suivit, mirent le feu aux poudres. Le chaos africain actuel, du Congo à l'Angola, du Ruanda à

(1) Tribune libre dans « *Combat* » du 24 août 1964.

l'Afrique du Sud, a pour cause immédiate la politique gaulliste pratiquée dès 1958, et annoncée, quinze ans plus tôt à Brazaville.

LE SENS

DE L'HISTOIRE

L'annexion de l'Afrique à la zone d'influence soviétique n'est pas la conséquence principale de la « décolonisation ». Portée au compte de la théorie marxiste, l'indépendance africaine imposa dans tous les esprits le mythe du « sens de l'histoire » et de son issue fatale :

« Je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le président Maurice Thorez (...) a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale ».

Charles De Gaulle
13 juillet 1964

l'instauration universelle du communisme.

Aussi Maurice Thorez pouvait déclarer avant sa mort, le 26 mars 1964 : « *Nous ne sommes pas, à priori, contre telle ou telle mesure qui peut être dictée au pouvoir par une conjoncture qui lui échappe (...) Nous approuvons la reconnaissance de la Chine populaire, nous ne pouvons qu'approuver une attitude plus réaliste à l'égard du Viet-Nam (...) N'oublions pas que c'est dans le même esprit que, refusant de dire « non » sous prétexte que De Gaulle disait « oui », nous avons votés pour l'autodétermination. Nous avons corrigé l'erreur commise par notre groupe parlementaire, qui avait voté contre les crédits pour l'aide à l'Algérie ».*

Les témoignages de reconnaissance abondent. Le 26 juillet Fidel Castro s'écriait : « *Je ne vais pas cacher que nous sommes très satisfaits que De Gaulle dise ses vérités au gouvernement des Etats-Unis* ». Le 12 juillet, la radio des guérilleros communistes Viet-Cong rendait un hommage spécial aux « *vues réalistes* » de De Gaulle sur le Viet-Nam.

Division de l'O.T.A.N., reconnaissance de la Chine communiste, appui à Cuba, démagogie anti-U.S.

en Amérique Latine, appui des thèses communistes pour l'Indochine, Chypre et Berlin, excitation du racisme anti-blanc chez les peuples de couleur, telle est la politique étrangère de celui que notre excellent confrère belge « Europe Magazine » appelait : « *l'impérator des traîne-savates* ».

A l'intérieur, six années de régime gaulliste pèsent plus lourd encore. Aux élections municipales de 1959, les communistes, loin d'être chassés par l'U.N.R., consolidaient leurs positions. La nouvelle loi électorale municipale aboutira, comme le signalait Jacques Fauvet — peu suspect d'anticommunisme — dans

le Monde du 17 avril 1964, « à donner, et cette fois pour six ans, la mairie au Front populaire ».

BUREAUCRATIE

COURONNEE

Installés directement aux postes de commande, les technocrates ont accéléré de façon stupéfiante la collectivisation de la société. Les libertés municipales ont été rognées et le contrôle bureaucratique renforcé sur les communes et les assemblées locales. La concentration capitaliste et les facilités fiscales données aux groupes financiers et aux super-marchés, éliminent progressivement les entreprises personnelles et le commerce libre, dont la réduction est cyniquement annoncée dans le « Plan ». Les professions libérales sont attaquées à leur tour et particulièrement la médecine qui est en voie de fonctionnarisation. L'agriculture, principal môle de résistance au collectivisme, est déjà fortement entamée. Ses dirigeants officiels sont contrôlés par le régime, tel ce Debatisse, protégé de Bloch-Lainé. Les libertés concrètes, l'autonomie de gestion, l'indépendance économique des citoyens, des métiers, des communes sont remplacées par la

tyrannie des bureaux, par l'uniformisation générale. Demain, pour faire pipi, il faudra un bordereau signé, en trois exemplaires, par quatre bureaux différents, farouchement jaloux de leurs prérogatives dérisoires.

OPPOSITION

DE SOUTIEN

Ainsi la transformation interne de la société française s'opère-t-elle insensiblement, conduisant peu à peu à la collectivisation générale, tandis que le marxisme devient l'idéologie officielle et universelle.

En échange d'aussi éminents services, le P.C. s'est contenté d'une opposition verbale depuis 1958. Non content de freiner les revendications des travailleurs, il a pratiqué un véritable sabotage des luttes sociales. Les mineurs, les fonctionnaires, les métallos ont été les victimes de cette politique. Les dirigeants de la C.G.T. s'entendent désormais comme larrons en foire avec les technocrates. Encourageant l'importation de la main-d'œuvre allogène à bon marché, les syndicats rendent un signalé service au grand capital, lui offrant un puissant moyen de pression sur les travailleurs français.

Mais si le capitalisme s'entend désormais avec le communisme, on peut retourner la proposition et constater que le parti communiste collabore avec le capitalisme. Si le parti communiste est devenu *un parti comme les autres*, il n'apporte rien de plus que les autres. Si le parti communiste ne prêche plus la révolution, il ne porte plus l'espoir de la révolution. Et cela est vrai, car les partis communistes de l'Ouest comme ceux de l'Est sont dirigés par une caste de parvenus qui veulent d'abord jouir de leur situation privilégiée, qui veulent la conserver et l'étendre. Leurs enfants, sont d'affreux bourgeois jouisseurs et snobinards. Pour l'avoir écrit, l'ancien chef communiste Milovan Djilas (2) est aujourd'hui en prison.

Jean Denipierre

(2) Dans « la nouvelle classe dirigeante » Ed. Plon.

ALERTE A L'ENSEIGNEMENT

Le 25 juin, le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire de l'Académie de Paris, tient une conférence de presse. Il révèle : « Dans l'état actuel des choses, la prochaine rentrée scolaire ne peut se faire ». Dans toute la France, d'année en année, la pénurie de professeurs, de maîtres et de locaux s'aggrave. Mais là n'est sans doute pas le danger principal pour l'avenir. Il provient de la nouvelle politique de l'enseignement, qu'au nom de la « démocratisation » on veut imposer. Jean-Claude Rivière, agrégé de l'Université en fait pour nous l'analyse détaillée.

Que ce soit dans la bouche des responsables officiels de l'Education Nationale, sous leur plume, dans les articles des revues éditées par le ministère ou dans ceux qui paraissent dans les journaux des syndicats progressistes de l'Education Nationale, un terme revient sans cesse quand il s'agit de réforme : c'est celui de « démocratisation ».

Dans quel sens faut-il prendre ce mot ? D'après ses promoteurs, la démocratisation doit avoir plusieurs aspects, et au moins trois essentiels.

1°) Accès de tous les enfants à l'enseignement, quelle que soit la situation de fortune de leur famille, et cela, grâce à la gratuité totale des cours, de l'internat, des fournitures scolaires et des transports. Une aide serait même accordée aux familles qui, par la scolarisation de l'enfant, pourraient être privées d'un revenu. Dans l'enseignement supérieur, l'allocation d'études, ou *pré-salaire*, devrait être accordée à tous les étudiants.

2°) Accès de tous les enfants à l'enseignement de leur choix, grâce à une répartition géographique plus judicieuse des divers types d'enseignement, par la modification de la « carte scolaire » de la France, et par l'organisation du « ramassage ».

3°) Enfin, possibilités nouvelles offertes à tous les enfants, par une amélioration du milieu social dont ils sont issus, et qui sert de cadre à leur éducation. Pour cela, certains préconisent, comme le sénateur communiste Georges Co-

gniot, (1), spécialiste des questions d'enseignement au P.C., la création ou la reconstitution d'un corps de répétiteurs compétents, chargés de procurer aux enfants, l'aide qu'ils ne peuvent trouver dans leur famille. Mais, comme le soutiennent les marxistes et les progressistes, groupés dans les syndicats de la *Fédération de l'Education Nationale* (F.E.N.), la véritable démocratisation ne pourra être réalisée que par une modification des structures de la société actuelle, et en particulier par l'abolition des diverses classes sociales.

LE CONCEPT
EGALITAIRE

Il semble bien que nous touchons là le point essentiel des problèmes. Pour les tenants de la « démocratisation » de l'enseignement, au départ, les enfants ne sont pas inégalement doués : les inégalités d'aptitudes proviennent d'inégalités sociales. Seul le milieu, et plus particulièrement le milieu social, est responsable des différences que l'on peut observer entre les enfants. Supprimons ces différences en créant une société égalitaire — entendez une société sans classes — et vous aurez des individus également doués, au développement identiquement harmonieux.

Cette thèse, bien que souvent inavouée, est celle des milieux officiels, et en particulier de M. Capelle, Directeur de l'Organisation et des Programmes Scolaires

(D.G.O.P.S.). C'est celle des rédacteurs de revues officielles, comme « *L'Education Nationale* », ou semi-officielles, comme les « *Cahiers Pédagogiques* ». Pour les collaborateurs de ces derniers, les structures actuelles de notre enseignement : primaire, secondaire, technique, cours des Collèges d'enseignement général, (C.E.G. ex-cours complémentaires), secondaire long des lycées, supérieur, correspond aux structures sociales actuelles (2). C'est, bien sûr, la thèse que défend Georges Cogniot tout au long de son livre (3).

Mais la thèse de l'égalité originelle des enfants a été poussée jusqu'à ses ultimes conséquences par les marxistes du P.C. G. Cogniot souligne que Marx, réfutant Proudhon... « montre que déjà, A. Smith appréciait les différences d'aptitudes des hommes, non comme un produit de leurs dispositions naturelles, mais comme l'effet de la division du travail » (4). Il est vrai que le même n'hésite pas à se contredire, en écrivant : « tout le monde ne peut pas être un Raphaël ou un Langevin » (5). Si les aptitudes ne sont que le fruit de l'éducation ou du milieu, pourquoi donc le monde ne pourrait-il pas se peupler de génies, avec une formation appropriée ?

Cette théorie n'est pas le fait de Marx ; on la trouvait déjà chez Helvétius : « tout homme médiocre, s'il eût été plus favorisé de la fortune, eût été semblable aux grands hommes dont il est forcé d'admirer le génie ». Chez Mably : *Une éducation égale développerait à peu près les mêmes talents chez tous*. Chez Babeuf : « une répartition égale des connaissances entre

(1) G. Cogniot : « *Laïcité et réforme démocratique de l'enseignement* », Edit. Sociales, Paris - 1963.

(2) « *Cahiers Pédagogiques* » — n° spécial d'avril 1963 — pp. 14-15.

(3) Op. cit. p. 186 : « *L'inégalité scolaire photographiée et fixe l'inégalité sociale* ».

(4) G. Cogniot, op. Cit. p. 191.

(5) id.

tous rendrait tous les hommes égaux en capacité et même en talent » (6). Elle a été poussée jusqu'à sa limite caricaturale par M. Lucien Saive, agrégé de l'Université, dans la revue communiste « *L'Ecole et la Nation* » (7). Ce dernier prétend que les différences d'aptitude tiennent uniquement aux inégalités de classe, et qu'en Union Soviétique, par exemple, il n'y a pas d'élèves faibles en maths!!!... On se demande alors pourquoi, en U.R.S.S., il existe encore des moujiks pour piocher la betterave, tandis que des savants envoient des spoutniks dans la lune ?

LES DONNEES

DE LA SCIENCE

On voit tout de suite ce que peuvent avoir de choquant pour le bon sens, de telles conceptions. N'importe quel éleveur de chevaux de course ou de chiens de chasse sait que le dressage ne peut suppléer aux déficiences naturelles et remplacer des qualités innées.

En effet, comme le signalait Jean Rostand (8), « *il n'est plus un biologiste... pour hésiter à inclure l'homme dans le règne animal. Dans ce règne, l'homme ne se trouve pas spécialement à l'écart* ». C'est également l'avis de biologistes et d'anthropologues comme Robert Ardrey et le Professeur Conrad Lorenz.

Pour Jean Rostand, « *il est constant que le degré d'intelligence constitue un caractère éminemment variable dans l'espèce humaine* (9)... *Qu'il y ait, à cette variété intellectuelle, une base génétique, cela est éminemment vraisemblable* ». A l'appui de cette thèse, le biologiste cite les statistiques concernant les enfants adoptifs, dont l'intelligence, malgré l'influence du milieu familial étranger, ne laisse pas de rester en corrélation avec celle de leurs véritables parents (11). Il rapporte aussi des expériences faites sur des rats par des psychologues américains. Ces animaux devaient effectuer un certain parcours dans un labyrinthe : tous les rats firent des erreurs.

Mais sur le nombre, 5 % environ en firent plus que la moyenne, tandis que 5 autres % en firent nettement moins. On sélectionna et on maria entre eux les représentants

des deux groupes. On créa ainsi deux descendance de rats dont l'une fut avérée plus apte que l'autre. On sélectionna de nouveau, en deux groupes, les plus brillants et les plus médiocres, et ainsi de suite jusqu'à la 7^e génération. Les rats de la mauvaise lignée commettaient, en moyenne, 100 fois plus d'erreurs que les rats de bonne lignée. De telles observations permettent à Jean Rostand de conclure : « *Tout bien considéré, il est à peu près impossible de ne pas conclure à l'inégalité initiale de l'intelligence chez les humains* » (12)... Et encore : « *Il est extrêmement probable que le degré d'intelligence, comme la taille, comme la coloration de la peau, dépend de multiples gènes différentiels* » (13).

Une autre théorie des tenants de la « démocratisation », est que certaines aptitudes peuvent apparaître au cours du développement intellectuel de l'enfant, ce qui est logique si celles-ci sont uniquement un produit du milieu. C'est pourquoi le plan Langevin-Wallon prévoit de multiples « passerelles » entre les diverses sections, et toute une gamme de possibilités de « rattrapage ». On a aussi, depuis quelques années, multiplié les classes dites « d'accueil », ou de « rattrapage », pour récupérer les enfants dont les aptitudes se seraient manifestées tardivement. Ces classes, en général, n'ont donné aucun résultat intéressant et ne font qu'augmenter la surcharge et l'encombrement (14). Ceci ne saurait surprendre, si l'on se réfère aux travaux des psychologues qui ont mesuré les capacités de l'enfant, grâce au « quotient intellectuel » (15). On a ainsi constaté que, sauf des cas très rares de développement tardif, le quotient intellectuel reste à peu près constant durant toute l'existence... Le rang intellectuel d'un individu parmi ceux de son âge, ne se modifie point, ou guère (16).

Certes, le rôle du milieu, et surtout du milieu familial, ne saurait être sous-estimé. Mais une réforme de l'enseignement se fondant uniquement sur cette conception, ne saurait aboutir qu'à une impasse comme c'est actuellement le cas. Certes, à ces arguments fournis par la génétique et la psychologie modernes, Georges Cogniot peut bien objecter que « *dans l'échelle des êtres, au niveau dialectique de l'homme et de la communauté hu-*

maine... le biologique cède le pas au social, l'instinct à l'intelligence et au savoir collectif » (17). Il ne fait qu'affirmer, au nom d'un dogme supérieur, le marxisme ; il ne prouve rien. Ce n'est plus de la science, comme il le souhaiterait, c'est de la théologie.

APTITUDE

ET CLASSES SOCIALES

C'est l'un des aspects du problème qui est le plus obscurci par les tabous et les interdits qui règnent dans notre société. Les progressistes signalent comme un scandale le fait que l'enseignement supérieur ne compte que 5 % d'ouvriers, alors que ceux-ci représentent 30 % de la population (18). Il est bien certain que cette proportion est nettement insuffisante et que cette situation est le résultat de la politique des régimes qui se sont succédés en France depuis 1815, où les seuls critères étaient la réussite sociale, la puissance de l'argent, la combine politique, au détriment des classes populaires. Comme le signale Jean Rostand, « *il faut... distinguer entre la réussite purement économique et la réussite purement intellectuelle. Concernant la première, il est impossible d'avoir la preuve d'une meilleure qualité des gènes... Pour ce qui est*

(6) Cités par Jean Rostand, « *L'Homme* » — Coll. « L'Avenir de la Science ». — Galimard, édit.

(7) N° 113 — Cité par « *Europe Action* » n° 13 et « *Rivarol* ».

(8) Op. Cit. p. 27. Cet ouvrage est déjà ancien. Mais la science moderne n'a fait que confirmer les découvertes de J. Rostand. Celui-ci maintient l'essentiel de ses positions, dans un récent article de « *Science et vie* » d'août 1964.

(9) Op. Cit. p. 71.

(10) Op. cit. p. 73.

(11) Op. cit. p. 74.

(12) Op. cit. p. 76.

(13) Op. cit. p. 77.

(14) La « grande presse » nous a assez rabattu les oreilles avec les deux « génies » découverts par les services de sélection de l'Armée, oubliés au fond de leurs montagnes. Il faut remarquer que les partisans de l'éducation de masse et de la démocratisation appuient leurs thèses sur des cas particuliers ou exceptionnels. Il faut bien se fonder sur le cas le plus général et les statistiques, à moins de vouloir donner à chaque enfant un précepteur, comme dans « *L'Emile* ».

(15) Résultats d'une sorte de test calculé de manière scientifique. Cf. Jean Rostand, op. cit. pp. 72 et 73.

(16) Jean Rostand, op. cit. p. 72.

(17) Georges Cogniot, op. cit. pp. 246-47.

(18) G. Cogniot — op. cit. p. 214.

de la réussite intellectuelle, elle suppose évidemment un minimum assez élevé de qualités génétiques et l'on peut donc présumer que les représentants des classes intellectuelles sont STATISTIQUEMENT un peu supérieurs à la moyenne de la population, en ce qui concerne les facteurs génétiques de l'intelligence » (19). Vouloir que l'enseignement sélectionne les plus aptes de toutes les classes de la société, vouloir en éliminer les cancrés, et en particulier les cancrés qui prolongent des études inutiles grâce à leur situation sociale, vouloir favoriser une véritable culture populaire, pour améliorer le niveau intellectuel moyen, voilà une conception parfaitement réaliste et légitime. Mais vouloir que l'enseignement

sous-capables ». Comme le souligne le Pr Millot (21) « il existe actuellement dans l'espèce humaine une sorte d'échelle raciale de l'intelligence, dont le degré le plus inférieur est occupé par les Australiens, et, au-dessus d'eux, par les Négritos, le sommet par les Blancs accompagnés par les mongoliques ». Vouloir, donc imposer le même type d'enseignement fondé sur la culture gréco-latine aux Botocudos et aux Hottentots, semble être une grave erreur. Un tel aspect de la question mériterait à lui seul de longs développements, à la lumière de l'anthropologie moderne. Mais là aussi, l'infériorité psychique de certaines races explique les graves déboires que nous avons eus, avec les soi-disant élites que nous for-

tout en restant l'enseignement de base pour une élite. L'invasion de la masse n'a pas élevé celle-ci au niveau de cet enseignement, ainsi qu'il fallait s'y attendre. C'est le secondaire qui, insensiblement, s'est abaissé à son niveau et s'est peu à peu « primarisé » (intrusion des instituteurs et de tout un personnel non-qualifié, introduction des méthodes du primaire — les heures de « travaux dirigés » — rabâchage rendu nécessaire par suite de l'ignorance des principes de base en maths, en particulier). Comme le signalait J. Denipierre, on fait ainsi « piétiner l'élite et patauger la masse ». Les premiers sont noyés dans la foule des médiocres donc peu stimulés, les seconds assistent, hébétés, à un enseignement qui, si dévalué soit-il, leur passe encore au-dessus de la tête. Le sort le plus triste est celui des enfants qui, moyennement doués, auraient pu s'améliorer par le travail et la persévérance : l'émulation ne jouant plus, ils s'installent dans la médiocrité.

On voit donc ici quelle pourrait être l'esquisse d'une réforme réaliste de l'enseignement : à l'issue du primaire, les meilleurs passeraient dans le secondaire, qui les conduirait naturellement au supérieur ; les autres, la majorité, suivraient un enseignement du genre C.E.G. (enseignement dit « court »), qui les mènerait à un enseignement technique de trois types : industriel-commercial-agricole. Le passage de l'un à l'autre serait toujours possible.

Ce n'est certes pas dans cette voie que s'orientent le gaullisme et les technocrates qui l'animent. On peut donc s'attendre à voir croître le désordre et la confusion, et aussi l'inefficacité.

Jean-Claude Rivière

Agrégé de l'Université

(19) J. Rostand — op. cit. pp. 80-81.

(20) Cette idée est plus particulièrement défendue par les syndicats groupés au sein de la Fédération de l'Éducation Nationale.

(21) J. Millot — « Biologie des races humaines » — Armand-Colin 1952, p. 146. (Voir, plus particulièrement, le ch. IX, le « système nerveux »).

(22) Sidi Broglie.

(23) G. Cogniot — op. Cit. pp. 213-214.

(24) Encore un exemple d'affirmations fondées sur des conceptions « a priori », sans aucune rigueur scientifique et sans aucune référence à l'expérience.

— Rien qu'à Paris, il y aura cette année 17.000 élèves de plus à la porte des lycées. Où iront-ils ? En tout, ils seront 160.000.

— La commission académique de la carte scolaire avait demandé, unanime, que 50 opérations de construction, pour la rentrée 1964, soient inscrites en premières urgence. 7 seulement l'ont été, dont 3 pour la Seine.

— Pénurie de professeurs : En lettres, 30 % des chaires ne sont pas tenues par des titulaires (il manque 5.000 professeurs) et en mathématiques, 50 % (il en manque 6.000 !).

— A Paris, 386 postes de lettres classiques ne sont occupés que par des non-titularisés.

secondaire et supérieur reflètent dans leur composition la composition sociale du pays, c'est parfaitement irréaliste et démagogique (20).

APTITUDE

ET RACES HUMAINES

Le plan Langevin-Wallon proclame : « tous les enfants, quelles que soient leurs origines familiales, sociales, ethniques, ont un droit égal au développement maximum que leur personnalité comporte ». Et un des principaux chevaux de bataille des tenants de l'aide aux pays arriérés est le principe de l'aide culturelle. La France se doit de maintenir de nombreux maîtres pour faire bénéficier les indigènes de ces pays de la culture occidentale. La réponse à ces vues utopiques a été donnée en partie par le N° 1 des « Cahiers d'Europe-Action » : « Sous-développés ou

mions dans nos territoires d'Outre-Mer. Comme le disait piteusement une de nos « Excellences » : « au moins, quand ils nous injurient, c'est en français ! » (22).

Les conséquences de ces théories rétrogrades ont déjà été exposées en partie par J. Denipierre dans le N° 13 d'« Europe-Action ». L'invasion du secondaire par la quasi-totalité des enfants n'a amené que désordre et confusion. Contrairement à ce que prétend G. Cogniot (23), enseignement de masse et enseignement de haute culture s'excluent. On ne voit pas davantage en vertu de quel miracle, même dialectique, la « quantité se transformerait en qualité » (24). L'enseignement secondaire traditionnel était un enseignement fondé sur le raisonnement, l'esprit critique, la réflexion, plus que sur la mémoire et les procédés mécaniques : il pouvait et devait être modernisé pour répondre aux exigences de la science et de la technique modernes

PETIT « WHO'S WHO » DES U.S.A.

L'avion a mis Paris à moins d'une demi-journée de New-York, mais il n'a, hélas ! diminué en rien, chez beaucoup d'Européens, l'ignorance pathologique des réalités américaines. Abruti par la télévision et une « grande » presse, systématiquement malveillante à l'égard de tout ce qui n'est pas d'essence cosmopolite, ou favorable au « coco-existentialisme », un large public continue de se représenter les Etats-Unis tels que nous les montrent les Lazareff, les Pruvost et leurs homologues de Munich, Rome ou Stockholm.

Pareillement, et pour les mêmes raisons, la plupart des personnages qui jouent un rôle, parfois secret et toujours significatif, sur l'échiquier politique américain, restent quasiment méconnus de ce même public. Ceux que nous présentons aujourd'hui ne constituent, loin de là, une liste exhaustive... C'est dire que la première partie de ce petit « Who's Who » sera naturellement complétée à une prochaine occasion.

BUCKLEY (WILLIAM).

Rédacteur en chef du magazine « *National Review* », qu'il a fondé en 1954, c'est l'un des plus brillants intellectuels de la jeune « droite » américaine. Moins virulente qu'« *American Opinion* », éditée par Robert Welch, de la « John Birch Society », « *National Review* » a beaucoup contribué à la victoire du sénateur Goldwater à la convention républicaine de San Francisco. William Buckley, orateur de talent, est l'auteur de plusieurs best-sellers américain : « *God and Man at Yale* », « *Up from Liberalism* » et surtout « *McCarthy and his enemies* », qui est une remarquable défense du regretté sénateur du Wisconsin.

BURNHAM (JAMES).

Ancien trotskyste passé à l'anti-communisme, et pour cette raison aujourd'hui complètement ignoré par la « grande » presse européenne, James Burnham se fit connaître voici plusieurs années, par son célèbre livre, « *L'ère des organisateurs* », qui annonçait l'arrivée des seigneurs de la technocra-

tie. Depuis, Burnham a publié de nombreux autres livres, tous pleins d'intérêts, notamment les deux derniers, dont l'un est l'histoire et la défense du Congrès des Etats-Unis, et l'autre, « *Suicide of the West* », une implacable condamnation du « libéralisme ». James Burnham est, depuis 1955, le collaborateur de « *National Review* », où il publie, sous le titre général de « La troisième guerre mondiale », des chroniques d'un prodigieux intérêt.

DULLES (ALLEN).

Frère de feu John Foster Dulles, Allen Dulles a été le chef de la « *Central Intelligence Agency* » qui est le pendant américain de l'« *Intelligence Service* » britannique, jusqu'en 1962. Il abandonna ce poste, prétendument pour avoir fait échouer l'expédition des exilés cubains à la Baie des Cochons. Il est vraisemblable, toutefois, qu'il fut écarté (et remplacé par un certain John A. McCone, homme à tout faire sous tous les régimes), pour d'autres raisons. Allen Dulles est un personnage hautement mystérieux de la politique américaine. On l'a rendu indirectement responsable, en tant que patron de la

« C.I.A. », de guerres et de révolutions à travers le monde et, plus particulièrement, de l'assassinat de Trujillo à Saint-Domingue et de Diem à Saïgon. Il refusa de recevoir le diplomate danois Bang-Jensen, qui en savait long sur les communistes de l'O.N.U., peu avant de mourir, vraisemblablement sous les balles d'un agent soviétique (1). Dulles a également encouragé les peuples d'Europe orientale à se soulever puis, une fois qu'ils se furent soulevés les abandonna à leur sort. Il a été envoyé par le président Johnson pour « enquêter » au sujet des troubles raciaux au Mississippi (et non à Rochester, dans l'Etat de New-York où les victimes de la sauvagerie noire se comptèrent par dizaines).

GALLUP (GEORGES).

Certain jour, au collège, Gallup organisa un « test », parmi les étudiants, pour déterminer laquelle, à leur avis, était la plus jolie fille de la classe. Lorsqu'il « sut », il épousa la gagnante. Dès lors, Georges Gallup, qui est, paraît-il, docteur en droit et en philosophie, passe son temps à interroger « l'opinion » sur les problèmes les plus divers. Il prétend, par des chiffres très approximatifs et rarement concluants, en refléter les « tendances ». Ses prédictions sont, en divers milieux, prises très au sérieux, bien qu'il se soit trompé plusieurs fois, notamment en 1948, lorsqu'il donna Dewey gagnant contre Truman, et cette année, puisqu'il a annoncé à plusieurs reprises que Rockefeller l'emporterait sur Goldwater. Georges Gallup, qui est un « libéral », exerce une certaine influence dans le parti républicain où, avec ses « polls », il entend prouver souvent le contraire de ce que pense réellement « l'o-

(1) Voir à ce sujet « *Où vont les U.S.A.* », Pierre Hofstetter. (Ed. Saint-Just).

pinion », (en décembre 1962, il assurait, « chiffres en mains », que les républicains du Sud préféreraient Rockefeller à Goldwater!) Et Gallup persiste, entre autres, à vouloir démontrer que les Américains « sont favorables à l'O.N.U. »

HOOVER (EDGAR).

Depuis quarante ans à la tête du « *Federal Bureau of Investigation* », (F.B.I.) J. Edgar Hoover s'est fait connaître par sa lutte implacable contre les gangs du crime aux Etats-Unis. Il est partisan de la peine de mort pour les criminels de droit commun du type Chessmann. C'est à lui qu'on doit l'élimination de gangsters comme Al Capone et John Dillinger. Mais Hoover a fait preuve d'un égal dynamisme dans la lutte contre la subversion communiste aux Etats-Unis, d'où les attaques dont il est souvent l'objet dans les cercles « libéraux ». Sur cette subversion, dont il connaît les aspects multiples, il a écrit un livre révélateur, « *The Masters of Deceit* ». « Nous sommes en guerre avec le communisme », répète-t-il souvent. Il a récemment mis en garde ses compatriotes contre les infiltrations communistes dans les organisations noires américaines. Malheureusement, depuis que Robert Kennedy occupe le ministère de la Justice, le F.B.I., qui dépend de ce ministère, a pris une orientation politique assez différente : il semble beaucoup plus préoccupé de pourchasser les nationalistes américains que de sévir contre les agitateurs du parti communiste et la canaille noire qui vient de « s'illustrer », notamment, à Roches-

KENNEDY (ROBERT).

Ancien collaborateur du sénateur McCarthy, qui choisissait souvent bien mal son entourage, Robert Kennedy, « Bobby » pour les intimes (et un « bobby », à Londres, c'est un « flic »), est de loin le membre le plus exécration de la célèbre famille d'arrivistes du Massachusetts. De son flirt intéressé avec le maccarthysme, Robert Kennedy est passé au philo-communisme. En 1960, il trouvait Johnson « trop à droite ». Il vient de déclarer, en Pologne, qu'une « alliance entre

l'Amérique et l'U.R.S.S. n'était pas une impossibilité ». Devenu, par la grâce de son frère, ministre de la Justice, bien que n'ayant, comme il l'avoua devant le Sénat en 1961, aucune expérience des affaires judiciaires, Flic Kennedy s'est servi, en quatre ans, des prérogatives que lui accorde son poste pour assouvir diverses « vendettas personnelles », notamment contre les Sudistes, en face desquels il souffre de complexes d'infériorité. Arrogant et sans scrupules, Robert Kennedy ne jouit, en Amérique, d'aucune popularité.

LIPPMANN (WALTER).

Sorte de sous-Aron de gauche, qui accorde toujours les circonstances atténuantes aux tueurs de Katyn; Walter Lippmann se veut un « penseur ». Il cogite, en moyenne, quatre fois par semaine; il nous fournit le produit de ses pensées intimes dans le « *New-York Herald-Tribune* » et dans quelque deux cent cinquante autres journaux (de telle sorte qu'il est difficile de le manquer). Membre du groupe secret de l'île St Simon, qui a pris depuis le nom de « Bilderbergers », et qui milite en faveur d'un gouvernement mondial à base technocratique, Lippmann a été surnommé « le prophète des fausses espérances ». Il est habile et sait à merveille jeter la confusion dans les esprits. C'est probablement le moins sot des « grands » chroniqueurs de la gauche internationale. Lauréat du prix Pulitzer, il vient de recevoir, du président Johnson, une « médaille de la liberté ». Sans doute pour avoir, en 1945, félicité Roosevelt des accords de Yalta, dans lesquels il vit, en particulier, « la promesse d'une nouvelle Pologne ».

RUSK (DEAN).

C'est l'homme qui a peur des enfants. Il a refusé un visa d'entrée aux Etats-Unis à Ngo Dinh La Thuy (18 ans), sous prétexte que la fille de M^{me} Nhu représentait un « risque de sécurité » pour la plus puissante nation d'Occident. Mais l'on estime généralement que Dean Rusk, personnellement, craignait les révélations de Ngo Dinh La Thuy à la presse. Ministre des affaires

étrangères des Etats-Unis, Dean Rusk est un personnage obscur, d'apparence assez insignifiante. Ancien président de la Fondation Rockefeller, laquelle, sous sa présidence, accorda son soutien financier à plusieurs organisations communistes, notamment à l'Institut des Relations du Pacifique », d'Owen Lattimore, Rusk est évidemment inféodé au gigantesque empire économique-politique Rockefeller-Rothschild, dont il sert actuellement les intérêts au secrétariat d'Etat. C'est lui qui rédigea la lettre annonçant à Mac Arthur que Truman le relevait de ses fonctions de commandant en chef en Extrême-Orient, à la veille d'emporter la victoire en Corée. On doit à Dean Rusk quelques mémorables déclarations, notamment celles-ci, tenues le 14 juin 1950 : « *La révolution chinoise n'est pas d'essence communiste et ne vise pas à la dictature* », et « *la révolution chinoise est similaire à la révolution américaine contre Georges III* ». Le bilan de quatre ans de politique étrangère américaine, conduite par Dean Rusk, est évidemment désastreux : consolidation du communisme dans l'hémisphère occidental; soutien à et reconnaissance du régime pro-communiste de Ben Bella; reconnaissance de la Mongolie extérieure, qui est un satellite des Soviets; assurance donnée à Mao que Washington ne soutiendrait pas Tchang Kai-Chek en cas de tentative par lui de débarquement sur le continent chinois; abandon de la Nouvelle-Guinée hollandaise à Soukarno; destruction par les armes de l'indépendance du Katanga; persévérance de « l'aide » aux communistes polonais et yougoslaves; acceptation du mur de la honte à Berlin; hostilité déclarée envers le Portugal et l'Afrique du Sud.

(A suivre.)

« OU VONT LES U.S.A. ? »

Les dessous de la politique américaine — les causes de la « vague Goldwater »

par Pierre Hofstetter

n° 2 des « Cahiers d'Europe-Action »

5 F 40 (6 F franco de port)
C.C.P. Ed. St-Just 19.689.79

« LA CIVILISATION GRECQUE »

de François Chamoux

NOUS n'en sommes plus à penser comme Taine que tout s'explique, ou presque tout, par l'influence du cadre naturel et du climat ». Cette remarque liminaire, qui nous paraît toute banale, l'est pourtant fort peu, dans un ouvrage portant sur la Grèce antique : depuis des années, en effet, les bonzes de notre enseignement supérieur s'efforcent d'« expliquer » le « miracle grec », en le décomposant, grâce à des considérations « géographiques », ou en le réduisant à des apports orientaux. François Chamoux (1) fait, au moins partiellement, justice de ces prétentions, en rendant à la civilisation grecque son unité : l'identification du linéaire B comme un langage hellène interdit de considérer désormais la civilisation mycénienne, première civilisation grecque, comme le prolongement de la culture crétoise, quelle que soit, du reste, l'origine de cette culture : « toute la civilisation mycénienne fait désormais partie de l'hellénisme, non plus comme

une préface, mais comme le premier chapitre de son histoire ».

UNE CULTURE

ORIGINALE

Cette unité et cette originalité se retrouvent dans l'art grec dès ses origines, malgré les influences orientales : « pas plus qu'à l'époque mycénienne, devant l'ampleur de l'apport crétois, l'originalité propre de la civilisation hellénique ne risquait de se laisser submerger par les influences orientales. Même en Ionie, l'architecture reste grecque pour l'essentiel, et dans la céramique de Chio comme sur les sarcophages de Clazomènes ou sur les hydries ioniennes de Caeré, on retrouve toujours la marque de l'esprit clairement ordonnateur du grec, son sens de l'observation réaliste, l'intervention de l'artiste qui introduit sa note personnelle dans l'œuvre. » L'art grec se dégage des prétentions magiques de l'orient. Refusant l'art

pour l'art, comme le primitivisme informel, l'artiste se considère comme un ouvrier (« banaustos ») qui doit se rendre utile à la cité. F. Chamoux le fait justement remarquer : « Les travaux du Parthénon, réalisés par des centaines d'artistes sous la direction de Phidias, ne laissent apparaître aucune discordance, chacun ayant tenu à s'effacer au bénéfice de l'œuvre commune. Le sens du travail d'équipe et le respect du métier, le souci de la perfection et la minutie consciencieuse, sont la marque du génie artistique grec : pas de « mages » ou de « voyants », mais « un art à la mesure de l'homme ».

La naissance des premières philosophies est également une manifestation de la lutte du rationalisme grec contre les rêveries orientales. L'influence des cosmogonies afro-asiatiques est progressivement détruite par l'esprit critique des hellènes. M. Chamoux note ce passage des théories cosmogoniques au septicisme, dont est responsable la pensée grecque : successivement, les mythes, les dieux, la divination, la divinité des astres, sont remis en question. L'univers sans mysticisme des poèmes homériques subit à peine l'influence irrationnelle de l'Orient, que la science hellénique la détruit déjà.

La partie politique de l'ouvrage de F. Chamoux a le mérite de faire justice d'un certain nombre de mythes, comme celui de la « démocratie grecque ». Les lois sur les métèques révèlent une conception de la cité « aristocratique », « raciste » diraient certains aujourd'hui, et ce, en Athènes comme à Sparte. La seule différence — importante — étant que le métèques,



(1) « La civilisation grecque ». François Chamoux (Arthaud).

privés des droits politiques en Athènes, sont interdits de séjour sur le territoire de Sparte : en Athènes comme à Sparte, le droit de cité est conféré par le sang. La forme d'existence des Grecs est communautaire : le service de la cité est le but essentiel de la vie du citoyen. Ce service sera surtout militaire, car la cité grecque est guerrière : « *Polemos* » (2), dit Héraclite, « *a engendré le monde, Polémos règne sur le monde* ».

Pas plus que Sparte n'est une dictature militaire, Athènes n'est le modèle des démocraties : de la tyrannie des Pisistratides, Athènes passe au gouvernement personnel camouflé de Périclès. Après sa mort, c'est l'anarchie qui s'installe : l'ostracisme permettait déjà l'élimination des meilleurs ; il devient l'arme des partis. Pour inciter les citoyens à s'occuper directement eux-mêmes des affaires de la cité, on institue un salaire de présence aux assemblées du peuple et le jour des séances, les archers scythes, chargés de la police, rabattent de force les passants vers l'agora. Preuve de l'échec du système, la démagogie entraîne l'absence de ligne politique suivie. Les mouvements les plus irraisonnés de la foule ont force de loi : parce qu'ils n'ont pu donner de sépulture aux morts de la bataille des Arginuses, les stratèges vainqueurs sont mis à mort : « *C'est un scandale, de vouloir empêcher le peuple de faire ce qui lui plaît* », s'écrie la multitude.

CULTE

DU COURAGE

Si l'Ionie est instable connaissant tout à tour la dictature et l'anarchie, Sparte est, au contraire, un modèle de stabilité politique, un des rares états grecs à ne pas avoir connu la tyrannie : la constitution de Sparte associe des éléments empruntés à tous les régimes : deux rois héréditaires, reste de temps anciens, autorité collégiale des cinq éphores, au sommet de l'Etat, rôle important du conseil des Anciens (régime aristocratique), ratification des grandes décisions par l'assemblée des Spartiates, qui s'appellent eux-mêmes les « *Egaux* ». Factice est donc l'opposition établie par certains historiens entre Sparte et Athènes, dans le

but de dénigrer Sparte. Critiquant, à juste titre, le mépris de Renan pour la cité doriennne, M. Chamoux fait remarquer l'admiration, non dénuée d'envie, des autres cités grecques pour Sparte : « *Athéna, la vierge guerrière, avait un temple à Lacédémone : elle n'eut pas compris qu'on méprisât Sparte et ses soldats* ». Fait capital, un même idéal éthique est commun aux Grecs : à leurs yeux, « *la qualité majeure de l'homme n'est pas l'intelligence, mais le courage... Leurs héros préférés sont Achille, le plus vaillant des hommes, et Ulysse, dont l'esprit fertile en ressources ne vaudrait rien sans son cœur intrépide* ».

LE FAIT

BIOLOGIQUE

Ces excellentes remarques font que l'on comprend d'autant moins que M. Chamoux ait cru devoir sacrifier à la mode des explications « *économistes* » : « *la colonisation grecque, comme toute colonisation, a certainement eu des motifs économiques* », mais la famine qui règne aux Indes n'a jamais incité les hindoux à venir nous coloniser ! Et que dire de l'explication de la chute du monde achéen, qui serait provoquée, non plus par l'arrivée des conquérants doriens de l'âge du fer, mais par une crise économique dont il resterait à établir l'existence aussi bien que la portée ? Le destin de Sparte, également, est mal compris : le repli de Sparte sur elle-même, à partir du VI^e siècle, le déclin tragique du nombre des citoyens, ne sont pas la conséquence de la constitution ou de l'orgueil spartiates, mais c'est, au contraire, la raréfaction biologique, due aux écrasantes charges de guerre de la cité, qui entraîne le repli. Et ce n'est pas, non plus, « *l'idéal juridique d'une cité composée d'hommes libres* », qui ont amené les Grecs à oublier leurs divisions politiques pour repousser, les armes à la main, l'envahisseur perse, c'est la communauté de sang, un mot que les biens pensants ignorent, ou n'osent pas prononcer.

Pierre Marcenet

(2) La guerre.

UNE CERTAINE « CULTURE »

La « culture » est une des tartes à la crème de la propagande marxiste et des intellectuels de gauche.

Sans cesse poussée en avant, enveloppée dans l'imprécision diffuse volontairement donnée au terme, elle leur permet de profiter de l'ouverture d'esprit qu'elle suppose, pour dissoudre les valeurs de l'Occident. La « culture » devient une arme idéologique supplémentaire, dans l'arsenal des moyens d'ahurissement destinés à détourner l'homme blanc de sa propre nature et à en faire un aliéné.

La « culture » ainsi comprise est le moyen idéal pour réaliser l'inversion mentale qui doit faire, du créateur de la civilisation la plus haute, un paria dans la nouvelle société planétaire régie par la conscience universelle.

Cette technique apparaît clairement dans le déroulement du 18^e Festival d'Art Dramatique d'Avignon, organisé du 17 juillet au 4 août 1964, par le Théâtre National Populaire.

On sait le vif intérêt que le comédien porte au marxisme en général et au P.C.F. en particulier. On sait aussi sa passion pour une « culture » vidée de son contenu et transformée en arme idéologique... Cette passion a fait du 18^e festival un somptueux carrefour, où le gratin des sous-développés — ramentés au nombre d'un millier, étudiants pour la plupart, se regroupait au sein des XI^e Rencontres Internationales de la Jeunesse d'Avignon — a trouvé un encouragement théâtral de première main à ses ambitions et bu directement aux sources de la pensée marxiste.

JUSQU'AU BOUT

Voici le témoignage d'un militant qui fut emprisonné à côté de Roger Degueldre à la Santé. Le chef des Deltas, qui se voulait d'abord un combattant, avait obéi aux dirigeants de l'O.A.S. par souci d'efficacité. La certitude du sort qui l'attendait le déliait de ce silence. Il devait parler à ces militants qui, eux, pourraient poursuivre l'action. Ses jugements étaient d'une sévérité extrême à l'encontre de ceux qui, par incapacité ou arrivisme, brisèrent la force de l'O.A.S. et au premier rang de ceux-ci Jean-Jacques Susini, instigateur de l'assassinat du responsable nationaliste Michel Leroy, ce dont Roger Degueldre ne pouvait se consoler.

La Santé — Quartier Haut
Mai 1962

Ti-ti-ti — ta-ta, chante le tuyau.

— « 9/41!

C'est la 9/39 (1), qui appelle. Je grimpe à la fenêtre, rapidement, car la 9/39 ne m'appelle jamais si tard, et à la 9/39 se trouve Roger Degueldre.

— Oui, Roger, qu'y a-t-il ?

— Il n'y aura pas de sang dans le mois de Marie (2).

Je reste muet.

— Salan a sauvé sa tête ».

La voix est contenue, mais on la sent prête à exploser.

— « Pas possible, murmurai-je enfin.

— Si... Quand le Président a parlé de circonstances atténuantes, les applaudissements ont couvert sa voix... »

Je crisper mes mains sur les barreaux, et je souris.

C'est la première fois que je souris depuis mon arrestation.

Nous restons un long moment silencieux, fixant la nuit qui noie les « fromages » (3), où, tout à l'heure, nous regardions les rats grignoter les débris...

Tous les soirs, Degueldre et moi, regardons les rats. C'est devenu un rite. Le crépuscule est une heure difficile, en prison. C'est l'heure où nous philosophons.

Roger exprime sa pensée, en peu de mots. Elle est claire, complète, bien que succincte. C'est déjà un commandement. Elle est action déjà, comme chez beaucoup de militaires... Après il me donne les consignes pour le lendemain.

— « A la promenade, tu diras à X de prendre tel avocat ! Tu diras à Y, qu'il va recevoir de l'argent ! Z n'a pas à s'inquiéter pour

sa famille, tout va bien ».

X, Y, Z, sont « ses » Deltas, arrivés le jour-même, ou depuis peu. Jusqu'au jour où je quittai le Quartier Haut, Degueldre m'encombra la mémoire de ses consignes. Jusqu'au dernier jour, il s'occupait de ses « Deltas », méthodiquement, accomplissant son devoir jusqu'au bout...

— « N'annonce pas la nouvelle tout de suite, car ils feraient une fouille pour trouver le poste ».

Sa voix me ramène à la réalité, et tout à coup, je

comprends pourquoi je souris.

« Tu es sauvé Roger », lui dis-je, comme si je venais de réaliser.

— « Je ne crois pas », dit-il.

Jamais nous n'avons parlé de son procès, ni du verdict inéluctable qui en résultera. On ne parle pas de sa maladie, à un malade qui sait qu'il va mourir. Quand on vit à côté d'un homme qui va être fusillé, on n'évoque surtout pas le procès à venir.

Mais ce soir, je suis volubile.



— « Mais si voyons, songe que, ne fusillant pas Salan, ils ne fusilleront pas Jouhaud. Perpétuité, ça, tu vas y avoir droit, mais en politique, cela ne signifie rien !

— *Je n'y crois pas ! Mais si Piegts et Bobby pouvaient s'en tirer !... Bonsoir !*

— Bonsoir, Roger ! »

Il saute du lit, et ma cellule résonne. C'est une force, Degueudre, une puissance. Tout en lui l'exprime.

Je me couche, la tête tout près du mur qui nous sépare. Il sait beaucoup de choses et nous craignons qu'on vienne le « suicider ». Nous veillons sur lui et, quand il s'absente, il nous prévient.

Les jours passent, je m'ingénie à lui rendre confiance. Il paraît détaché, au-dessus de ça...

Quand je reviens de la promenade, je trouve souvent, dans ma cellule, un paquet de cigarettes, une boîte de bière ou un plat chaud vendu en cantine.

— « De la part du lieutenant Degueudre », me dit le surveillant. Je l'appelle et le remercie. Je ne suis, d'ailleurs, pas le seul à bénéficier de sa générosité. Mais il change la conversation.

— « *J'ai reçu une offre de témoignage du général... Ce n'est pas le seul. Et puis il y a les colonels... et... J'ai fait savoir à tous ces salauds, que je n'avais pas besoin de témoignages de parjures...*

Lui, il va en promenade l'après-midi, seul, accompagné des surveillants et des gardes mobiles, qui le veillent jour et nuit.

Alors, il arpente le fumage en fumant. Il répond, du bras, aux saluts que nous lui envoyons des

fenêtres. Il essaie de trouver un peu de soleil...

Ce matin, Degueudre a appelé tôt.

— « *Ils ont fusillé Piegts et Dovecar* », me dit-il.

Incapable de lui répondre, je me tourne pour annoncer la triste nouvelle à mes compagnons, mais j'entends sa voix.

— « *Je serai bien !* », dit-il, et je l'entends sauter sur le plancher.

Nous nous regardons tous les trois. Nous n'avons plus d'illusions quant au sort qui l'attend.

Aujourd'hui, Degueudre est rayonnant. Il a reçu un télégramme de vœux d'anniversaire. Ce télégramme est signé : les « *Deltas* ».

— « *Rien ne pouvait me faire plus plaisir* », dit-il. C'est vrai, cela lui a fait plaisir. Il en parle plusieurs fois dans la journée...

Nous apprenons par un « arrivant », que le fils d'un de nos camarades a été tué. Son père n'en sait rien encore, et nous décidons de lui taire l'affreuse nouvelle.

Les jours suivants, Degueudre parle souvent avec le malheureux père. Malgré sa situation, il trouve le moyen de s'inquiéter pour les autres. Ce matin, il m'a dit qu'il s'occupait de faire donner une sépulture décente à Piegts et à Dovecar.

Parfois, nous chantons aux lucarnes.

Degueudre chante avec nous, d'une voix forte. Il me semble qu'elle est plus forte quand il chante : « *Et la rage qu'il faut que l'on taise* ».

Samedi 18 heures :

— « 9/41. »

— Oui, Roger ?

— *On vient de m'annoncer que je serai jugé mardi. Le juge est venu me le dire. Je ne peux contacter*

mes avocats avant lundi.

— Mais ils ne respectent même pas les délais légaux !

— *Tu penses !*

Mardi.

L'aumônier est venu annoncer à notre pauvre ami que son grand fils a été tué. Il est là, prostré.

Je le dis à Degueudre.

— « *J'étais à la fenêtre, j'ai entendu !* », dit-il...

Une heure après, un surveillant entre dans notre cellule.

— « Préparez vos affaires, me dit-il, vous êtes muté dans une division politique ! » Et il sort.

— « Roger ? »

— *J'ai entendu, tu pars au Quartier Bas !*

— Oui... Roger?... »

Mais je ne sais que lui dire. C'est lui qui me dit encore : « *Je serai bien* ». Je n'ose pas lui dire « bonne chance ». Je descends de la fenêtre, les jambes tremblantes...

Quartier Bas, juillet 1962.

Un ami, ancien du Quartier Haut, vient me réveiller :

— « Ça y est... Roger ! »

Je le regarde, hébété.

Les informations...

« *L'ex-lieutenant Degueudre a été exécuté ce matin. Il est mort enroulé dans un drapeau tricolore. Il a fallu plusieurs coups de grâce* ».

— « *Je serai bien, je serai bien, je serai bien !* »

Oui Roger, tu as été bien, trop bien pour eux...

(1) Dans certaines divisions, les cellules sont numérotées de deux en deux, les numéros pairs d'un côté, les numéros impairs, de l'autre. C'est le cas de la 9^e division de la Santé.

(2) Cette phrase est extraite de la péroraison de maître Tixier-Vignancour, dans sa plaidoirie lors du procès du général Salan.

(3) Les « fromages » sont, en argot de prison, les parcs destinés à la promenade des détenus. Ils mesurent approximativement 8 mètres sur 4. Ils sont surmontés d'un chemin de ronde. (La promenade journalière durait de 40 à 50 minutes).

**Vous avez ri,
vous avez été ému
en lisant**

LE JOURNAL D'UN EMBASTILLÉ

**où Coral
racontait ses douze
mois de prison.**

**Mais peut-être
n'avez-vous pu
le trouver ?
Les argousins de
qui-vous-savez
l'avaient saisi.**

**Il circulait
seulement
sous le manteau.**

**Aussi, une bonne
précaution :
commandez tout de
suite**

LE JOURNAL D'UN SUSPECT

dans lequel

CORAL

**fait revivre
l'angoisse,
les jolis coups, aussi,
de l'activisme.**

**Vous y retrouverez
Roger Degueudre,
Bastien-Thiry
Pierre Delhomme,
tant d'autres.**

**Mais vous rirez
également,
aux dépends de
Pique-la-Lune.**

**Et ça, il ne pourra
jamais l'empêcher !**

**130 pages, grand format,
couverture couleur : 24,60 F**

**Ed. Saint-Just
C.C.P. 19.689.79**

A la suite de notre dernier « dossier du mois », consacré à l'évolution politique de l'Espagne et à la « Phalange de gauche », nous avons reçu un abondant courrier d'Espagne et de France. Plusieurs correspondants français nous demandent qui étaient Jose Antonio, Manuel Mateo et Ramiro Ledesma Ramos qui ont donné leur nom aux différents « cercles » nationalistes. Voici donc la biographie rapide des quatre principaux fondateurs et dirigeants de la Phalange. Tous ont été tués pendant la guerre civile, assassinés ou morts au combat. Eux vivants, le destin de l'Espagne, et peut-être de l'Europe, eût été changé.

JOSE - ANTONIO

Né le 24 avril 1903 à Madrid (Calle de Serrano), dans une famille de 5 enfants.

Son père, le général Primo de Rivera, est le pacificateur du Maroc, l'auteur du pronunciamiento du 13 septembre 1925, par lequel

il tentera de sauver l'Espagne, sur l'appel du roi Alphonse XIII, avant d'être renversé, en décembre 1929, par la coalition des politiciens, des intellectuels et des aristocrates décadents. Sa chute amènera l'avènement de la seconde république, le 14 avril 1931. Le 29 janvier 1930, il dut s'exiler.

Après des études de

droit, José-Antonio devient l'un des maîtres du barreau de Madrid. Parallèlement, il est vivement touché par la carrière de son père et les mouvements d'idée qu'il constate dans ses voyages à l'étranger.

Fonde, le 29 octobre 1933, au Théâtre de la Comédie de Madrid, la « Phalange espagnole ».

Le 19 novembre 1933, il est élu, aux Cortès, député de Cadix. Le 17 février 1936, il ne sera pas réélu et la levée de l'immunité parlementaire sera utilisée par ses ennemis contre lui.

En trois ans, multiplie les voyages, les meetings, les discours. Organise la Phalange, les syndicats, la presse du mouvement, parcourt le pays, organise la fusion de la Phalange et des JONS.

Arrêté par les marxistes, le 14 mars 1936, il est conduit avec plusieurs autres cadres phalangistes de la junta politique, à la Délégation Générale de la Sécurité, à la Puerta del Sol, puis à la Carcel Modelo de Madrid.

Passe en jugement, en Alicante, avec son frère Miguel, et sa belle-sœur, le 18 novembre 1936. Il assure lui-même sa défense, devant un tribunal acquis aux marxistes.

Condamné à mort, il est assassiné le lendemain.

Sa sœur, Pilar, fit partie, avec la veuve de Redondo, du Conseil National du Mouvement, formé le 2 décembre 1937; elle dirige maintenant la Phalange féminine. Son frère, Fernando, fut aussi assassiné par des miliciens communis-

tes, avec Ruiz de Alda, le 23 août 1936, dans sa prison de Madrid.

MANUEL MATEO

Né à Correla, le 30 avril 1900, dans une famille de 17 enfants Son père était cordonnier. Etudes au collège de Logono.

A l'âge de 12 ans, amené par son père à un meeting syndical, il interrompt l'orateur et prend la défense du monde du travail. Adulte, il s'inscrit au parti communiste et milite en Estramadure.

Remarqué par les cadres du PC, il est nommé chef de cellule à Madrid. En 1931, désigné pour un voyage en URSS, il a aussi l'occasion de visiter l'Allemagne, la France et l'Italie.

De retour en Espagne, il est nommé membre du Comité Central du Parti Communiste, et il est chargé du secrétariat à l'organisation. Il sera même candidat au secrétariat général. Son caractère entier, sa maîtrise de soi, son courage et sa volonté, frappent ceux qui l'approchent.

Au moment de l'extension de la Phalange, il comprend que ce n'est que là qu'il trouvera l'aboutissement des désirs du peuple. Manuel Mateo rompt avec le Parti Communiste, rejoint José-Antonio, lui raconte son passé et lui demande de le prendre avec lui.

José-Antonio le charge de ce qui deviendra l'or-

ganisation syndicale. Ils sont, côte à côte, aux manifestations de Salamanca, Villargarcia, Corrales, Jaen, Campo Criptana, Oviedo, Seville, etc... On peut le considérer comme le véritable fondateur des Centrales Ouvrières Nationales-Syndicales, dont il fut le premier secrétaire général.

Fait partie du Conseil Politique de la Phalange. Participe au second Conseil National, comme responsable des centrales Ouvrières. Il est alors ouvrier-typographe dans une imprimerie.

A la fin de l'été 1936, il est assassiné par ses anciens camarades du Parti Communiste, regroupés au sein d'une des « tchekas » de Madrid.

ONESIMO REDONDO

Docteur en droit, ancien lecteur de castillan aux universités d'Heidelberg et de Mannheim (Allemagne), il fonde, en 1923, l'hebdomadaire « Libertad » qui est interdit l'année suivante.

En avril 1931, il fonde, à Valladolid, un mouvement, la « Junta Castellana de Actuacion Hispanica » et son journal, « Igualdad ». Vers la même époque, il lance, dans la région, les premières associations ouvrières.

Le 30 novembre 1931, son mouvement fusionne avec le groupe de Ramiro Ledesma Ramos et prend le nom de JONS. Il publie, alors, les « 16 points » de Valladolid, où il dénonce le séparatisme et la lutte des classes. Il demande l'élimination des spéculations sur la misère populaire, et le contrôle des bénéfices des patrons.

Dans le cadre des JONS, il prend l'initiative de former, le 8 janvier 1932, des milices anti-communistes.

En 1933, il crée, à Valladolid, un syndicat rassemblant 3.000 ouvriers, avec des sections dans les milieux populaires de Séville.

A peine la guerre civile est-elle déclenchée (18 juillet 1936), qu'il est emprisonné par les marxistes, à la prison d'Avila. Libéré par un mouvement de troupes phalangistes, il part, le 21, avec les hommes du colonel Serrador, qui quittent Valladolid pour se diriger sur Madrid. Le 25 juillet, dans les premiers combats, il tombe, les armes à la main, à l'Alto de Léon.

Sa veuve, Mercédès Sanz Bachiller, fonda à Valladolid l'« Auxilio Invierno », (Secours d'Hiver), qui devait s'étendre à toute l'Espagne et prendre le nom d'« Auxilio Social ».

RAMIRO LEDESMA RAMOS

Originaire de la province de Zamora.

Etudiant pauvre, en faculté de sciences, fonde à Madrid, le 14 mars 1931, la revue « Conquista del Estado » et forme, autour d'elle, une école de pensée politique. Le mois précédent, il a publié un « Manifeste pour la Conquête de l'Etat », où il lance un appel à l'insurrection totale, prône le dépassement du marxisme sur le plan social, par l'organisation syndicale du monde du travail. Il est âgé de 26 ans.

Dans « la Conquête de l'Etat », Ramiro brandit le drapeau du national-sindicalisme. Il montre l'influence qu'a eu sur lui Charles Maurras, mais surtout

Georges Sorel et Frédéric Nietzsche. Il écrit : « Il n'y a pas, d'un côté, un Nationalisme pour la Patrie, et de l'autre, un Syndicalisme pour le peuple, mais un National-Syndicalisme pour le peuple espagnol et la patrie espagnole tout ensemble ».

Le 3 novembre 1931, son groupe fusionne avec le mouvement d'Onesimo Redondo, et prend le titre de « Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalistas » (Conseils d'Offensives N S) ou

JONS. Il fait, alors, disparaître son journal, au profit du journal de Redondo, « Libertad » (qui disparaîtra à son tour, le 20 mai 1935, pour céder la place à « Arriba »).

Emprisonné par les rouges, au début de la guerre civile, à la Carcel Modelo de Madrid, il est assassiné par les émeutiers marxistes, le 29 octobre 1936, au cours d'un théorique « transfert de prison », vers le petit village de Paracuellos de Jarama.

Voici les principaux passages de la lettre ouverte, adressée par 70 jeunes responsables de la Phalange au vice-président du Mouvement, Jose Solis-Ruiz, à l'occasion de l'anniversaire de la proclamation de la II^e République espagnole, le 14 avril 1931. Ce manifeste eut un grand retentissement, cette année, en Espagne.

« ...Nous soutenons que le pouvoir, né de l'effort héroïque de l'élite de la jeunesse espagnole, avait pour objectif fondamental, de mener à bon terme la complète transformation des structures économique-sociales du pays, afin d'imposer définitivement, parmi nous, l'égalité, la justice et la liberté, et d'en garantir la durée par une solution constitutionnelle, en accord avec les exigences de notre temps, et les désirs du peuple. Et cela, non pas comme une pétition de principe, mais comme une réalité évidente et incontestable.

Or, nous pouvons affirmer qu'il reste là encore beaucoup à faire.

Penser que nous sommes à l'entrée d'un long chemin ne nous effraie pas. Mais ce qui, en revanche, est véritablement angoissant, c'est que, de jour en jour, on abandonne la route primordiale de la Justice sociale et les grandes réalisations, qui semblaient la condition d'existence de l'Etat, pour s'orienter vers une politique qui tourne le dos aux intérêts et aux désirs populaires, sert des minorités sectaires et des groupes de pression, qui cherchent à pêcher, en eau trouble, des gains fabuleux et des avantages personnels.

Croyant traduire la pensée d'une grande partie de la jeunesse espagnole, les signataires de ce document désirent attirer l'attention du Conseil National du Mouvement, des Chambres, du Gouvernement et, en général, de tous les citoyens espagnols sur la conséquence fatale qu'aurait un divorce définitif, entre la jeunesse espagnole et le Régime.

Madrid, le 14 avril 1931 (1). 70 signataires.

(1) Le 14 avril est l'anniversaire de la proclamation de la II^e République espagnole : 14 avril 1931.

NOTRE SÉLECTION

LIVRES

« HISTOIRE DE LA COLLABORATION »

Saint-Paulien

Ed. de l'Esprit Nouveau

160 p. 34 F.

La politique franco-allemande de 1938 à 1945. Une guerre dont l'Allemagne n'était pas la seule responsable. Ce que fut réellement l'Etat Français : l'échec des révolutionnaires nationaux écrasés par les conservateurs. Ce que furent la L.V.F., la Milice, le S.T.O., les grands partis politiques, notamment le P.P.F. Enfin une remarquable étude sur l'épuration de 1944-45.

Saint-Paulien ne se cache pas d'avoir été un partisan, mais il s'élève à l'objectivité rarement atteinte par les historiens. Pour la première fois, une étude d'ensemble fait apparaître les différents acteurs dans le contexte de l'époque, au travers de leur véritable personnalité, dénuée des traits caricaturaux habituels. Ce livre est non seulement une leçon de politique, une monumentale démythification, mais aussi une puissante contribution à la compréhension mutuelle des Européens.

« MIRAGES ET REALITES »

L'arme nucléaire française.

Marc de Lacoste-Lareymondie

1 vol. 225 p., 13,90 F

Edit. de la Serpe

C'est l'étude exhaustive et détaillée de la politique nucléaire française. Etudié sous son triple aspect historique, technique, et stratégique-politique, par un spécialiste de l'Atome, il ne nous laisse rien ignorer des données du problème nucléaire.

Un remarquable travail de technicien, conscient des impératifs qu'entend négliger une pseudo « haute politique ». Finalement, réquisitoire lucide et constructif contre une politique dédaigneuse des problèmes de « l'intendance », une politique aberrante.

« DETENUE POLITIQUE A LA ROQUETTE »

Marguerite de Surany

1 vol. 156 p., 720 F

Nouvelles Editions Latines

C'est la vie concentrationnaire d'une patriote embastillée sous la V^e, douloureux calvaire qui part du sinistre 36 Quai des Orfèvres, passe par l'épouvantable dépôt, l'infamie Roquette, et se termine par une liberté provisoire, prélude d'un non-lieu. Mais ces mois en prison n'ont pas été inutiles puisqu'ils ont permis ce témoignage.

Un récit dramatique et vécu. Témoignage accablant, à faire lire par tous les thuriféraires honnêtes — en est-il encore? — de ce régime abject. D'anciennes déportées de la Résistance, à qui on a lu l'ouvrage, se sont écriées : « rien n'a changé depuis lors! ». Un réquisitoire sans passion mais criant de vérité, contre les bagnes gaullistes.

« DERACINES »

Francine Dessaigne

1 vol. 222 p., 12,35 F

Edit. du Fuseau

35 chapitres disent la détresse et le calvaire de nos frères pieds-noirs, obligés d'abandonner, sans lendemain, sans retour, tout ce qu'ils possédaient, tout ce qu'ils aimaient, leur soleil et leurs mille riens quotidiens. Leur retour dans l'hexagone, leurs difficultés, les rebuffades, les incompréhensions, la nostalgie. Le lent retour à l'espoir et à la vie normale...

Des faits, contrôlables. Véridiques. Récit poignant. Les paroles effrayantes du Guide à la croisée des carrefours Picards ne pouvaient recevoir plus cinglant démenti. Quand on referme le livre, on a la gorge quelque peu nouée.

« OFFENSE AU CHEF DE L'ETAT »

Avant-Propos de
René Rieunier

Nouvelles Editions
Latines

1. vol. 220 p., 10,30 F

René Rieunier a écrit un livre sévère, étayé d'arguments et de faits précis, contre la politique Gaulliste, depuis 1940, « Réquisitoire contre le Mensonge ». Ce livre a été saisi et son éditeur, M. Sorlot, ainsi que l'auteur, ont été inculpés d'offense au Chef de l'Etat. C'est la relation fidèle et détaillée des débats, avec les interrogatoires du Président, les plaidoiries, le réquisitoire et les attendus.

Dans ce régime de « Liberté », il n'est plus possible, sans être traîné sur le banc d'infamie, d'exprimer un avis sur la pensée et les actes de l'actuel Chef de l'Etat. Cet ouvrage en est une preuve supplémentaire. A lire et à faire lire.

« CINQ ANS PRISONNIER CHEZ LES VIETS »

Pierre Richard

Préface du Gal Weygand

1 vol. 188 p., 13,50 F

Edit. de la Serpe

En poste à Xieng-Kho (Nord-Laos), le lieutenant Richard a été capturé par le V.M., le 2 novembre 1949. Il n'a été libéré qu'en septembre 1954.

En cinq chapitres, Pierre Richard décrit sa captivité, les méthodes Viet Minh de propagande et de mise en condition du régime de « l'Oncle Ho », ses difficultés, ses angoisses et ses espoirs.

Récit sobre et dépouillé d'artifices. Objectif et lucide, Pierre Richard ne fait aucune concession aux effets faciles. Après quelques autres ouvrages du même ordre, le témoignage personnel et vécu de P. Richard, ne fait qu'alourdir le dossier que de quelques pages lourdes de signification. A faire lire par les progressistes de tout poil, si attachés — qu'ils disent — à la « liberté ».

« L'AFFAIRE ARGOUD »

Préface de Michel Dacier

1 vol. 225 p., 12 F

Edit. du Fuseau

C'est tout le dossier de l'enlèvement du colonel Argoud, à Munich, par les barbouzes. Un curriculum vitae du colonel précise quel est l'homme qui a encouru la vindicte du Régime. Puis ce sont les documents : les échanges de correspondance, le rapport officiel sur l'enlèvement, puis la sténographie du procès. L'essentiel figure dans ces pages.

Encore un document accablant pour le régime. Les faits, rien que les faits. Des noms, des dates. Comment l'officier qui était considéré comme le futur grand chef de l'Armée, est devenu un réprouvé.

DISQUE

« DREI LILIEN »

24 chants militaires allemands
1 disque 33 t., longue durée,
BLK 16.141
Mono. 27 F — Stéréo 30 F

Les chants de combat et de bivouac, de toutes les provinces allemandes, depuis le Grand Frédéric. Plusieurs ont reçu des paroles révolutionnaires en d'autres temps.

Un chef d'œuvre de musicalité et de reproduction. Sonorité et enregistrement remarquablement réalisés. Nombre de ces chants ont été repris et « arrangés » par les paras français.

VOUS TROUVEREZ TOUS CES OUVRAGES ET CE DISQUE A LA « LIBRAIRIE DE L'AMITIE »

*Equipement Electrique
Electronique, Téléphonique
Radio et Télévision*

Éts VERGER-DELPORTE

141^{er}, Rue de Saussure, PARIS (17^e)

gamme sensationnelle en 1964

- Un nouveau 3 CV - 2 cylindres très tracteur
- Un 90 CV puissant-rapide (et très sobre)
- Un 60 CV exceptionnel pour le mono-ski
- Un 9,5 CV super-compact très léger

EVINRUDE

LE MOTEUR LE PLUS VENDU EN FRANCE

14 modèles
à partir de
898 F
+ TL
Pour un 3 CV
2 cylindres

Pour votre tranquillité...

...2 ans de garantie

Hors-bord France

11, rue Chalgrin - Paris 16^e
KLE 6810

CLOTSEUL
LOSELEC
HHATAIGNE

c'est plus sûr !

C^{ie} F^{se} LA CLOTURE ELECTRIQUE

30, rue Saint-Augustin
PARIS (2^e) - OPE : 68-45

Vous trouverez tous les livres
que vous cherchez, à la

Librairie de l'Amitié

LA LIBRAIRIE DE L'OPPOSITION NATIONALE

Magasin : 32, rue Cassette — Paris VI^e
Téléphone : 222.76.06

Vous serez chez vous dans le salon de lecture où
sont exposés tous les journaux de l'opposition natio-
nale ainsi que la presse nationaliste d'Occident.



LA LIBRAIRIE DE L'AMITIÉ

répond rapidement à toutes
les commandes de province.

Ajouter 10 % pour les frais d'envoi

Adresser le courrier :

Librairie de l'Amitié
68, rue de Vaugirard — Paris 6^e
C.C.P. Editions Saint-Just — 19.689.79

CATALOGUE SUR DEMANDE (0,50 F).

Charcuterie de la Montagne Noire
Gros — demi-gros —
Fournisseur des Collectivités
PIQUEMAL ET FILS
Route de Castres —
REVEL (H.G.) — 85-40-39
Un client d'1 jour...
un client pour toujours

En cas de panne de
TELEVISION

téléphonez à LAF. 12-29

Achetez vos
MUSCADETS
chez Guy Blouin
Vin en gros :
St-Crepin-sur-Moine (M.-et-L.)
Livraison par caisses de 12 bout.

DISQUES ALLEMANDS
Variétés - Folklore - classiques
documentation sur demande
La Maison du Disque
Hagenau (Bas-Rhin)

Denise TROGNEE
achète
Meubles, bibelots, tableaux, argenterie
EXPERTISES ET PARTAGES DE SUCCESSION
83, rue Legendre — Paris 17^e
10 à 18 h. — T. : 228-07-11 —
Le soir : 647-78-87

UN BANYULS
AUTHENTIQUE ?

M^{me} Vve L. BERTA-MAILLOL
à Banyuls-sur-Mer (P.-O.)
Prix courant sur demande

Si vous passez à Paris
PAVIA - HOTEL
29, rue La Bruyère — Paris 9^e
TRI — 50-60 — (Près de la Trinité)
tout confort — Garage à proximité

MUSCAT DE FRONTIGNAN
Clos Saint-Joseph
Maurice Mathieu
Propriétaire —
Négociant à Frontignan (Hérault)
C.C.P. Montpellier 412-29

Charcuterie - Salaison
Gros — demi-gros
restaurant et collectivités
Société d'exploitation des
Ets. A. BREART
121, rue d'Aguesseau - Boulogne (Seine)
Tél. : MOL. 62-80 — VAL. 14-61

Le Militant étudie. Sa bibliothèque est tournante, pillée et repillée, jamais rangée. Les précurseurs, les Maîtres, les adversaires, les ennemis retiennent son attention réfléchie. Pas de tabou pour le militant, mais la recherche patiente de la réalité, l'étude consciente des possibilités.

Le Militant, s'il est croyant, l'est simplement, sans haine,

ce, ses loisirs à la lutte, son travail à la propagande.

Le Militant connaît la rue. Il en est le maître. Il y vend le journal, y accroche l'hésitant, y bastonne l'ennemi, y protège l'ami.

Le Militant est pauvre. Ses économies sont au pays, son épargne soutient la presse nationaliste et les déplacements de ses tribuns.

LES MILITANTS

par René Guyomard

sans sectarisme, sans puritanisme ridicule, sans tartufferie faisandée...

Le Militant accepte le forum, provoque le dialogue, cherche la confrontation. Mais jamais ne cède un pouce de terrain, ne courbe une échine rétribuée, ne fait de révérences calculées.

Le Militant se souvient, mais ne se sclérose pas. Les Martyrs ont des fils et des neveux, il a les siens. Le combat est sa loi, la victoire est son but.

Le Militant sacrifie ses vacances à la Cause, sa famille à toutes les familles de Fran-

Le Militant chante dans le matin quand souffle la brise et claque le drapeau, quand sifflent les oiseaux et s'éveille la journée.

Le Militant a les yeux limpides, le regard droit, la démarche fière, la voix timbrée, l'énergie constante.

Etonnez-vous ! En lui se réfugient l'âme de la patrie et l'espérance de l'Occident.

La charge est écrasante, l'œuvre immense, les moyens dérisoires. Mais la foi vibre, gonfle l'espérance et force la victoire.

L'avenir est à ceux qui sont debouts !

A 2 mois des élections présidentielles

Pierre Hofstetter

dévoile les dessous de la politique U.S.
dans le n° 2 des « Cahiers d'Europe-Action »

« OU VONT LES U.S.A. ? »

L'explication de la crise actuelle. De Roosevelt à Kennedy — Johnson et Goldwater — Le progressisme aux U.S.A. — L'impérialisme du dollar — La révolte noire, etc...

1 volume : 5,40 F.

BULLETIN DE COMMANDE

à retourner aux Editions Saint-Just — 68, rue de Vaugirard
Paris 6^e

Nom Prénom

Adresse

Désire recevoir exemplaires (Franco : 6 F)

et verse la somme de F.

C.C.P. Ed. Saint-Just — Paris 19.689.79

CARNET DE L'OPPOSITION

● Succès des signatures de livres organisées à La Baule, les 21, 22 et 23 août, au profit des patriotes emprisonnés et du S.P.E.S. Outre le colonel Rémy et Francine Dessaigne, participaient à cette manifestation Roger Holeindre, récemment libéré de la prison de Toul (« le Levain de la Colère »), Coral, avec son dernier livre « Le Journal d'un Suspect », et Fabrice Laroche (« Salau devant l'opinion »). La réussite de ces journées revient à la Librairie Sanson et aux militants nationalistes de la région qui lui apportèrent tout leur appui.

● Trop peu conformiste pour recevoir à Paris la consécration qu'il mérite, Jean Anouilh est l'auteur le plus joué à New-York. Treize de ses pièces y ont été montées depuis 1946.

● Nouvelle répression en Allemagne fédérale. La Bavière vient d'interdire le groupe « Ludendorff », dont l'activité est d'ordre strictement intellectuel. Ce centre d'études est bien connu pour la qualité de ses travaux sur l'histoire et la culture germaniques.

● Drieu La Rochelle est l'un des auteurs les plus lus dans les lycées, révèle un sondage fait auprès des moins de vingt ans. Cela explique la réédition de certains de ses livres et leur succès, par exemple « Mesure de la France » publié par Grasset.

● Les officiers américains en mission au Vietnam étudient les méthodes utilisées pendant la guerre d'Indochine par les praticiens français de la « guerre révolutionnaire ». Certains de ces officiers désiraient voir le colonel Trinquier professer dans leurs centres de formation.

● Jean-Marie Vincent et Huguette Figaret se sont mariés le 21 août, à la prison de Saint-Martin de Ré. Leur faire-part de mariage avait été réalisé par Coral. Qu'ils trouvent ici l'expression de toute notre sympathie.

● Le Centre Ordine Nuovo lance à Rome une maison d'éditions, les Editions Europa. Cette nouvelle activité qui montre le développement du Centre, a pour but de diffuser les ouvrages d'étude et de combat introuvables actuellement en Italie.

● Henry Coston prépare un « Livre Noir de l'Épuration », où l'on trouvera réunis les témoignages et documents de cette période où le mouvement national fut sacrifié aux communistes.

● Vitriol et gaudirole sont les deux caractères du nouveau « Trait » dessiné et publié par Pinatel. On trouve ce numéro à la Librairie de l'Amitié (3 F.), 68, rue de Vaugirard, Paris 6^e.

● Barry Goldwater, candidat à la présidence des Etats-Unis, sera édité en Allemagne par « Druffel-Verlag ». Dans une critique haineuse, Le Monde reproche aux livres de Goldwater, de défendre une philosophie où la responsabilité et la liberté des citoyens tiennent la première place.

● Les libraires parisiens ont été vivement surpris par l'âge des lecteurs de l'Histoire de la Collaboration de Saint-Paulien (Esprit Nouveau). Ce sont pour la plupart des moins de 20 ans. Ils veulent apprendre ce que leur cachent leurs aînés.

● Certains voudraient endormir les pieds-noirs, mais « Afrique Midi », bi-mensuel publié à Montpellier, se charge de les maintenir éveillés. Cet organe de combat a fait, ces derniers mois, un remarquable travail de propagande qui mérite le succès.

● Le numéro d'été de « Découvertes », la revue dirigée à Lisbonne par Jean Haupt comporte, outre une étude littéraire de son directeur, une excellente dénonciation du tribalisme, que l'on s'acharne à nous présenter comme du nationalisme. On peut trouver ce numéro à la Librairie de l'Amitié, ou en écrivant à M. Jean Haupt — rua Artilharia Um 48, 1^o-D. Lisbonne (Portugal).

● Le Mouvement Poujade a célébré, comme chaque année, au mois d'août, l'anniversaire de sa fondation en 1953. Cette manifestation a groupé un grand nombre de fidèles. Pierre Poujade a engagé ses amis à préparer activement les prochaines élections municipales.

● C'est le 24 octobre, à Paris que se tiendra le Congrès du Centre d'Etudes Nationales, animé par MM. Russo et Guyomard. On sait que cette organisation a pour but de faciliter l'entente et le regroupement local en dehors de tout esprit de chapelle. Son organe, « France Travail », publié à Marseille, a pris une notable extension.

● Le « White Party of America » qui groupe les nationaux américains déçus par les autres groupements, a fondé une librairie à Washington, afin de favoriser le travail intellectuel indispensable au progrès du mouvement vers le Nationalisme.

● Le livre de Paul Rassinier, consacré au « drame des Juifs européens » va paraître en librairie. Il est édité par les Sept Couleurs. Nous aurons l'occasion de reparler de cet ouvrage de démythification.

● L'ouvrage de l'historien Beau de Loménie, consacré à « Maurras et son système » va être réédité, à l'initiative du Centre d'Etudes Nationales qui ouvre, à cette fin, une souscription.

"MIRAGES ET RÉALITÉS"

La Force de Frappe Française

par

Marc de Lacoste-Lareymondie

Un technicien de l'Atome
juge la force de frappe
gaulliste.

Prix : 13,50 F.

" 5 ANS PRISONNIER "

Chez les Viets

par

Pierre Richard

La cruelle expérience d'un offi-
cier français servira-t-elle de
leçon au moment où l'Indochine
est menacée à nouveau de
flamber.

Prix : 13,50 F.

En vente dans toutes les librairies

et à la S.E.R.P. - 6, rue de Beaune - Paris-VII^e

Distributeur : ' **Au Fil d'Ariane** ' - 22, rue des Canettes - Paris-VI^e

*Un témoin dépose
devant l'Histoire*

HENRY LÉMERY

« D'UNE RÉPUBLIQUE A L'AUTRE »

Souvenirs de la mêlée politique 1894-1944

Un volume de 344 pages — 16,45 F

Aux Éditions de LA TABLE RONDE

N.M.P.P.